

RAPPORT ANNUEL 2025



www.fondationtns.org



KFW



café



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	2
À LA DECOUVERTE DE LA FTNS	5
À LA DÉCOUVERTE DU TNS	6
LA FTNS EN 2025	10
ZOOM SUR LA CONSERVATION EN 2025	17
EDUCATION EN 2025	24
PROMOTION DE L'AGRICULTURE	31
DROITS HUMAINS	41
QUALITÉ DE VIE & SANTÉ	44
ONE HEALTH	49
LA RECHERCHE ET LE BIOMONITORING EN 2025	55
ECOTOURISME EN 2025	63
INFRASTRUCTURE & LOGISTIQUE	69
PROJET BRIDGE TNS	76
PROJET CAPRO_TNS	77

FONDATION POUR LE TRI-NATIONAL DE LA SANGHA

BP. 35372 Yaoundé, Cameroun

Tél: +(237) 698 30 45 33

Charity No. 1123276; Company No. 6193079

secretariatftns@fondationtns.org

www.fondationtns.org

Mise en page et compilé

par: Watsop Eustache



Fondation pour
le Tri-national
de la Sangha - FTNS



Fondation pour
le Tri-national
de la Sangha - FTNS



@Fondation_TNS

LISTE DES ABBRÉVIATIONS

AFD	Agence Française de Développement
APDS	Aires Protégées de Dzanga Sangha
BE	Bureau Exécutif
BLAB	Brigade Tri-nationale de Lutte Anti Braconnage
BMZ	Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement
CA	Conseil d'Administration
CAFE	Consortium Africain des Fonds Environnementaux
CAWHFI	Initiative pour le Patrimoine Mondial Forestier d'Afrique Centrale
COMIFAC	Commission des Forêts de l'Afrique Centrale
CTPE	Comité Tri-national de Planification et d'Exécution
CTS	Comité Tri-national de Suivi
CTSA	Comité Tri-national de Supervision et d'Arbitrage
FNN	Fondation Nouabalé Ndoki
FTNS	Fondation pour le Tri-national de la Sangha
KfW	Banque allemande de développement/ Coopération financière Allemande
LAB	Lutte Anti-Braconnage
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune (Cameroun)
MEFCP	Ministère des Eaux, Forêt, Chasse et Pêche (République centrafricaine)
MoU	Memorandum of Understanding
PEA	Permis d'Exploitation et d'Aménagement
PNL	Parc National de Lobéké
PNNN	Parc National de Nouabalé-Ndoki
SINFOCAM	Société Industrielle des Forêts Centrafricaines et d'Aménagement
STBC	Société de Transformation de Bois en Afrique Centrale
TNS	Tri-national de la Sangha
UFA	Unité forestière d'aménagement
UGP	Unité de Gestion du Parc
ULAB	Unité de Lutte Anti-braconnage
WWF	Fonds Mondial pour la Nature
WCS	Wildlife Conservation Society

Mot d'introduction du Directeur Exécutif



**Dr Théophile
Zognou**

**Directeur
Exécutif
FTNS**

Le rapport annuel 2025 reflète une année charnière pour la Fondation pour le Tri-National de la Sangha (FTNS). Une année marquée à la fois par des avancées importantes, des défis complexes et une volonté affirmée de renforcer durablement notre contribution à la conservation du paysage du Tri-National de la Sangha.

Dans un contexte international marqué par des tensions économiques, des mutations des mécanismes de financement de la conservation et des pressions croissantes sur les écosystèmes forestiers, la FTNS a poursuivi sa mission avec détermination : garantir un financement durable des aires protégées du TNS tout en accompagnant les dynamiques de développement local et de coopération transfrontalière.

Au cours de l'année 2025, la Fondation a consolidé son rôle de mécanisme régional de financement et de coordination. Les subventions allouées aux trois segments du TNS ont permis de soutenir les activités de surveillance, de recherche, de développement communautaire, d'infrastructures et de coopération transfrontalière. Malgré des contraintes importantes, notamment la réduction de certains financements internationaux dans le paysage, les équipes des parcs et leurs partenaires ont démontré une résilience remarquable sur le terrain.

L'année a également été marquée par des évolutions institutionnelles importantes. La FTNS a engagé plusieurs réformes visant à renforcer sa gouvernance, sa transparence et sa performance organisationnelle, conformément aux standards internationaux applicables aux fonds fiduciaires de conservation. Parallèlement, la Fondation a poursuivi ses efforts de modernisation financière, notamment à travers la restructuration

de la gestion de son portefeuille d'investissement et le renforcement de ses mécanismes de contrôle et d'audit.

Sur le plan stratégique, 2025 aura aussi été une année d'ouverture vers de nouvelles perspectives. Les avancées enregistrées sur le projet GBFF-TNS, la poursuite du processus d'accréditation au Fonds Vert pour le Climat, les initiatives liées à la finance innovante et les résultats encourageants des projets BRIDGE et CAPRO-TNS témoignent de l'ambition de la FTNS de devenir un acteur régional de référence en matière de financement durable de la conservation.

Ces résultats n'auraient pas été possibles sans l'engagement constant :

- des gouvernements du Cameroun, de la République Centrafricaine et de la République du Congo ;
- des administrateurs de la FTNS ;
- des partenaires techniques et financiers ;
- des équipes des parcs ;
- des communautés locales et peuples autochtones ;
- ainsi que du personnel du Bureau exécutif.

Je tiens à leur exprimer ma profonde gratitude.

L'avenir du Tri-National de la Sangha dépendra de notre capacité collective à consolider les acquis, renforcer les mécanismes de financement durable et construire des réponses innovantes face aux défis émergents. La FTNS demeure pleinement engagée dans cette mission au service de la biodiversité, des communautés et des générations futures.

A propos de la FTNS

Créée en mars 2007, la Fondation pour le Tri-national de la Sangha (FTNS) a pour mission de garantir le financement durable des activités de conservation, d'écodéveloppement et de coopération transfrontalière au sein du Tri-national de la Sangha (TNS).

Elle soutient le Plan de Convergence 2015-2025 de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), en particulier son axe stratégique 6, qui vise à développer des mécanismes inno-

vants de financement durable pour la conservation, tels que les fonds fiduciaires.

Membre du Consortium Africain des Fonds Environnementaux (CAFE), la FTNS fait partie d'une institution regroupant 18 fonds environnementaux en Afrique. Elle est également affiliée au réseau mondial « Conservation Finance Alliance », renforçant ainsi son rôle dans le financement innovant et durable de la conservation à l'échelle internationale.



Notre engagement

Contribuer à la préservation de la biodiversité et au développement socio-économique du Tri-National de la Sangha (TNS), le premier complexe forestier transfrontalier d'Afrique centrale, classé site du patrimoine mondial.

Les structures de gouvernance de la FTNS

Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration (CA) est l'organe clé d'orientation stratégique, de coordination et de décision de la FTNS. Son rôle principal est double : à l'interne, il veille à la gestion technique, financière et contractuelle de l'organisation ; à l'externe, il agit comme ambassadeur de la FTNS, défendant ses intérêts tout en évitant les conflits d'intérêts.

Les réunions du CA se tiennent deux fois par an, en rotation dans chacun des trois pays membres du TNS. La durée du mandat des administrateurs est de trois (03) ans, renouvelable une fois.

Le Bureau Exécutif

Le Bureau Exécutif est chargé de mettre en œuvre les décisions du CA, de développer l'institution, de mobiliser des fonds et d'octroyer des subventions. Il est composé d'un Directeur Exécutif, d'un Chargé de Programmes et d'un département administratif et logistique comprenant trois personnes. Cette équipe est soutenue par un cabinet comptable.

Notre mécanisme de financement



La FTNS soutient les activités des parcs du TNS grâce à deux mécanismes financiers :

Les revenus du fonds de dotation, générés par le capital investi dans les marchés financiers internationaux ;

Les fonds d'amortissement, qui proviennent de partenariats ponctuels et visent principalement l'amélioration des infrastructures de base des parcs.

Avec un capital évalué à environ 68 millions d'euros fin 2025, la FTNS investit dans les marchés financiers par l'intermédiaire d'un gestionnaire de portefeuille de renommée mondiale, assisté d'un conseiller en investissement. Les

revenus annuels attendus s'élèvent à environ 4 % du capital, dont 3 % sont prélevés pour financer le fonctionnement des trois parcs du TNS ainsi que les activités de coopération tri-nationale.

L'appui financier annuel de la FTNS pour le fonctionnement des parcs s'élève à environ 4 M€, provenant des fonds de dotation et d'amortissement. Cependant, ce montant ne représente qu'un tiers des budgets nécessaires, car les parcs doivent faire face à de nombreux défis, notamment le braconnage, la pression démographique croissante et le manque d'infrastructures touristiques.

La FTNS en quelques chiffres

68 million €
De capital d'investissement

4 million €
de subventions annuelles

03 Pays
Aires protégées

19 ans
d'expérience

A propos du TNS

Le Tri-national de la Sangha (TNS) est un complexe forestier transfrontalier couvrant une superficie de 44 000 km², situé à cheval sur trois pays d'Afrique centrale : le Cameroun, la République Centrafricaine et la République du Congo.

Créé en décembre 2000, il résulte d'un accord de coopération entre ces trois États, marquant

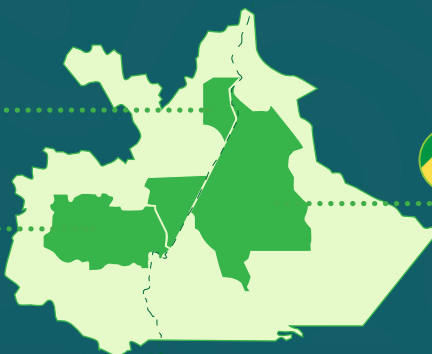
une étape décisive dans la gestion concertée des aires protégées transfrontalières. Le TNS est la première manifestation concrète de la volonté des Chefs d'État du bassin du Congo de collaborer pour préserver la biodiversité et promouvoir une gestion durable des écosystèmes forestiers.



Aires Protégées de Dzanga Sangha
République Centrafricaine



Parc National de Lobéké
République du Cameroun



Parc National de Nouabalé-Ndoki
République du Congo

Le TNS en quelques chiffres

2000

date de création

2012

Date d'inscription
à la liste du patrimoine
mondial

03

PAYS
AIRES PROTÉGÉES

191 000

Habitants

44 000 km²

de superficie

Les organes du TNS

1

CTSA **COMITÉ TRI-NATIONAL DE** **SUPERVISION ET D'ARBITRAGE** **COMITÉ TECHNIQUE**

L'organe suprême de décision du TNS. Il se compose des ministres en charge de la Faune et des Forêts des États-parties et du Secrétaire Exécutif de l'OFCAS comme rapporteur.

2

CST **COMITÉ SCIENTIFIQUE** **TRI-NATIONAL**

L'organe de consultation du TNS. Il est composé de scientifiques et de chercheurs expérimentés.

3

CTS **COMITÉ** **TRI-NATIONAL** **DE SUIVI**

L'organe de suivi des décisions de mise en œuvre de CTSA.

4

CTPE **COMITÉ TRI-NATIONAL** **DE PLANIFICATION** **ET D'EXÉCUTION**

L'organe de planification & d'exécution.

Les textes et accords du TNS

Le TNS compte à ce jour 06 protocoles ratifiés par les gouvernements du TNS pour réglementer la coopération transfrontalière dans la zone.

2000

Accord fondateur du TNS de coopération entre les gouvernements de la République du Cameroun, de la République du Congo et de la République centrafricaine

2005

Protocole d'accord sur la lutte contre le braconnage entre les gouvernements de la République du Cameroun, de la République du Congo et de la République centrafricaine

2005

Protocole sur la circulation du personnel du TNS

2010

Protocole sur l'organisation et le fonctionnement de la brigade Tri-Nationale de lutte anti-braconnage

2019

Accord 5. Protocole relatif à la mise en place du comité scientifique tri-national de la Sangha (CST)

Protocole d'accord sur la libre circulation des touristes dans le tri-national de la Sangha

Ventilation des subventions en 2025

VENTILATION DES FONDS ATTRIBUES PAR SOURCE 2025 (EN FCFA)

PARC	KFW	REVENUS DU CAPITAL	BRIDGE	TOTAL
APDS	409 917 870	546 267 994		956 185 864
FNN	373 620 000	327 978 000		701 598 000
PNL		432 895 490	25 500 000	458 395 490
BE		386 824 142		386 824 142
TOTAL	783 537 870	1 693 965 626	25 500 000	2 503 003 496

VENTILATIONS DES RÉALISATIONS PAR COMPOSANTE PAR PARC EN 2025 (EN FCFA)

COMPOSANTE	APDS	FNN	PNL	TOTAL
Surveillance / Protection	281 994 659	114 514 118	47 025 298	443 534 075
Cogestion et développement communautaire	12 461 912	27 339 135	80 095 598	119 896 645
Recherche et suivi écologique	22 804 083	30 197 537	6 285 010	59 286 630
Tourisme, marketing et communication	0	135 997 508	18 484 450	154 481 958
Infrastructures et équipements	68 765 131	60 009 531	43 584 295	172 358 957
Coopération transfrontalière	67 165 758	0	5 691 185	72 856 943
One Health	106 272 773	1 249 994	0	107 522 767
Administration, suivi et évaluation	113 755 195	117 823 980	213 362 380	444 941 555
TOTAL	673 219 511	487 131 803	414 528 216	1 574 879 530

VENTILATION DES RÉALISATIONS PAR COMPOSANTE PAR SOURCE 2025 (EN FCFA)

SURVEILLANCE / PROTECTION	KFW	REVENUS DU CAPITAL	BRIDGE	TOTAL
Surveillance / Protection	0	443 534 075	0	443 534 075
Cogestion et développement communautaire	6 451 400	88 384 957	25 060 288	119 896 645
Recherche et suivi écologique	0	59 286 630	0	59 286 630
Tourisme, marketing et communication	71 693 062	82 788 896	0	154 481 958
Infrastructures et équipements	68 765 131	103 593 826	0	172 358 957
Coopération transfrontalière	0	72 856 943	0	72 856 943
106 272 773	1 249 994	0	107 522 767	107 522 767
Administration, suivi et évaluation	117 823 980	327 117 575	0	444 941 555
TOTAL		1 178 812 896	25 060 288	1 574 879 530

FONDATION POUR LE TRINATIONAL DE LA SANGHA

Bilan de la gouvernance de la FTNS en 2025

L'année 2025 a été une période assez importante pour la FTNS. Entre la signature de conventions de subvention, le déploiement de projets de terrain, le renforcement de notre gouvernance et l'ouverture de nouveaux horizons de financement, le Bureau Exécutif a œuvré sans relâche pour que chaque engagement pris envers nos partenaires, nos bailleurs et les communautés locales se traduise en actions concrètes. Ce rapport en est le reflet fidèle.

1. Gouvernance, pilotage et performance institutionnelle

1.1 Un pilotage stratégique consolidé au service du paysage TNS

En 2025, la Fondation pour le Tri-National de la Sangha a consolidé son rôle de mécanisme central de financement, de coordination et de pilotage des interventions dans le Tri-National de la Sangha.

Le Bureau Exécutif a assuré la mise en œuvre des orientations stratégiques définies par le Conseil d'Administration, notamment à travers :

- le suivi de l'exécution des subventions allouées aux parcs,
- la coordination des projets structurants (BRIDGE, CAPRO, GBFF),
- la gestion du portefeuille d'investissement,
- l'appui aux infrastructures et aux actions transfrontalières.

Une mission de suivi des subventions menée dans les trois parcs entre septembre et octobre 2025 a permis d'améliorer la qualité des données, d'identifier des insuffisances opérationnelles et de renforcer les dispositifs de suivi-évaluation.

1.2 Une gouvernance active et structurée portée par le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a tenu deux sessions ordinaires en 2025, confirmant son rôle central dans la supervision stratégique de la Fondation et l'orientation des décisions majeures.

Ces sessions ont permis :

- d'examiner les performances opérationnelles et financières,

- d'évaluer l'utilisation des ressources allouées,
- d'adopter les orientations stratégiques et le budget 2026,
- et de suivre la mise en œuvre des résolutions précédentes.

Le Conseil a également joué un rôle déterminant dans le traitement de sujets structurants, notamment les réformes institutionnelles, la gestion du portefeuille d'investissement, la performance des subventions et les relations avec les partenaires techniques et financiers.

1.3 Renforcement du dialogue institutionnel avec les États du TNS

En 2025, la FTNS a intensifié son dialogue avec les autorités gouvernementales des trois pays du Tri-National de la Sangha, contribuant à renforcer l'ancrage institutionnel de ses interventions.

Cameroun

Une délégation de la FTNS a été reçue en audience le 20 janvier 2025 par le Ministère des Forêts et de la Faune.

Les échanges ont porté sur l'appui à la gouvernance des aires protégées, la relance du CTSA et les réformes institutionnelles en cours. Les rapports d'audit de la FTNS ont été transmis aux autorités, illustrant un engagement en matière de transparence.

République du Congo

Le 13 février 2025, une délégation conduite par le Président du Conseil d'Administration et le Directeur Exécutif a été reçue par le Ministère de l'Économie Forestière.

Les discussions ont porté sur les priorités de conservation, les perspectives de financement et le rôle de la FTNS dans l'appui aux politiques nationales.

République centrafricaine

Le 19 mars 2025, la FTNS a été reçue par le Ministère des Eaux, Forêts, Pêche et Chasse.

Les échanges ont porté sur les résultats de l'audit institutionnel et les résolutions du Conseil d'Administration.

Ces échanges traduisent :

- une reconnaissance accrue du rôle de la FTNS,
- un renforcement de sa légitimité institutionnelle,
- et une meilleure articulation entre gouvernance régionale et politiques nationales.

Ils constituent un levier clé pour la durabilité du modèle de financement de la Fondation.

1.4 Des réformes institutionnelles engagées pour renforcer la crédibilité

L'année 2025 a été marquée par l'engagement de réformes visant à améliorer la gouvernance, la transparence et la performance institutionnelle de la FTNS.

Ces réformes portent notamment sur :

- l'amélioration du fonctionnement du Conseil d'Administration,
- le renforcement des mécanismes de gestion des conflits d'intérêts,
- et l'optimisation de l'organisation du Bureau Exécutif.

Ces évolutions s'inscrivent dans une dynamique d'alignement avec les standards internationaux applicables aux fonds fiduciaires de conservation et contribuent à renforcer la crédibilité de la Fondation vis-à-vis de ses partenaires.

1.5 Une gestion financière en transition vers plus de performance et de résilience

La gestion du portefeuille d'investissement, pilier du modèle économique de la FTNS, a connu une évolution majeure en 2025 avec le recrutement d'un nouveau conseiller en investissement, le cabinet CRYSTAL CAPITAL, entré en fonction en octobre 2025.

Les analyses ont mis en évidence la nécessité :

- d'améliorer la performance du portefeuille,

- de réduire les coûts de gestion,
- et d'optimiser l'allocation des actifs.

Par ailleurs, des contraintes de trésorerie ont été identifiées, appelant à des ajustements visant à améliorer la stabilité financière et l'efficacité des mécanismes de gestion.

La gestion du portefeuille d'investissement, pilier du modèle économique de la FTNS, a connu une évolution importante en 2025 avec le recrutement du cabinet CRYSTAL CAPITAL comme nouveau conseiller en investissement.

Les analyses ont mis en évidence la nécessité :

- d'améliorer la performance du portefeuille,
- de réduire les coûts de gestion,
- et d'optimiser l'allocation des actifs.

1.6 Performance financière et exécution des subventions

En 2025, la FTNS a alloué un montant total de 2,12 milliards FCFA aux parcs du TNS.

L'analyse de l'exécution financière met en évidence une performance globalement satisfaisante :

- Taux de décaissement : 95 %
- Taux d'exécution budgétaire : 77 %

Ces résultats traduisent une amélioration significative de la capacité d'absorption des ressources et une meilleure synchronisation entre les décaissements et les dépenses.

1.7 Mobilisation des ressources, partenariats et positionnement international

En 2025, la FTNS a renforcé ses efforts de mobilisation des ressources afin de diversifier ses sources de financement, consolider son modèle économique et accroître sa capacité à soutenir durablement les trois segments du TNS.

Plusieurs avancées importantes ont été enregistrées. Le projet GBFF_TNS, intitulé « Renforcement de la gestion des aires protégées transfrontalières du paysage du Tri-National de la Sangha », a été officiellement approuvé par le Fonds pour l'Environnement Mondial. Les documents de sauvegardes environnementales et sociales ont été diffusés auprès des parties prenantes, notamment à travers des ateliers organisés simultanément dans les trois parcs du TNS le 3 septembre 2025. Cette étape a permis d'engager la phase de négociation contractuelle et le processus de diligence fiduciaire relatif aux capacités de gestion financière de la FTNS.

La FTNS a également soumis plusieurs propositions de projets à des partenaires internationaux, notamment au Fonds du Patrimoine Mondial Africain, au Fonds du Patrimoine Mondial de l'UNESCO. Ces propositions portent sur des thématiques stratégiques telles que la cohabitation homme-faune, l'harmonisation des évaluations d'impact environnemental et social, la planification intégrée du TNS et les mécanismes innovants de résilience climatique.

Par ailleurs, la Fondation a poursuivi son processus d'accréditation auprès du Fonds Vert pour le Climat. L'entrée en vigueur du cadre révisé d'accréditation a conduit la FTNS à mettre en place un plan d'action opérationnel afin d'aligner sa démarche avec les nouvelles exigences du mécanisme.

Sur le plan du réseautage international, la FTNS a participé au Congrès mondial de la nature de l'UICN à Abu Dhabi, ainsi qu'à la 15^{ème} Assemblée Générale du Consortium Africain des Fonds pour l'Environnement. Ces plateformes ont permis de renforcer la visibilité de la Fondation, d'explorer des opportunités en matière de finance durable, de financement carbone, de mécanismes dette-nature et de mobilisation de capital pour la biodiversité.

Ces efforts traduisent une évolution importante : la FTNS ne se limite plus à la gestion des ressources existantes, mais se positionne progressivement comme un acteur régional capable de structurer de nouveaux mécanismes financiers pour la conservation durable du TNS.

1.3 Gouvernance, audits et conformité

Un renforcement des mécanismes de contrôle et de redevabilité

En 2025, la FTNS a renforcé ses dispositifs de contrôle interne à travers la réalisation de deux audits majeurs :

- un audit statutaire conduit sous l'égide de la Charity Commission,
- un audit de conformité réalisé par le cabinet CLS entre janvier et février 2025.

Ces audits ont couvert l'ensemble des opérations de la Fondation, incluant :

- le Bureau Exécutif,
- les trois parcs du TNS,
- ainsi que les financements projets CAPRO-TNS et BRIDGE.

Les recommandations issues de ces travaux ont été partagées avec les partenaires et intégrées dans un dispositif de suivi institutionnel structuré.

Une modernisation des pratiques comptables

Dans le cadre du renforcement de ses standards financiers, la FTNS a engagé sa transition vers le Système Comptable des Entités à But Non Lucratif (SYCEBNL).

Cette démarche vise à :

- améliorer la traçabilité des ressources,
- renforcer la qualité de l'information financière,
- et garantir une transparence accrue dans la gestion des fonds.

2. Coopération Transfrontalière et Plaidoyer

2.1 Une coordination renforcée entre les trois pays

La FTNS a poursuivi son rôle de promotion du TNS entre le Cameroun, le Congo et la République Centrafricaine, en animant et en participant à plusieurs instances clés de concertation régionale.

En novembre 2024, un atelier tenu à Douala a permis de consolider les données des trois segments nationaux pour produire un rapport conjoint sur l'état de conservation du TNS. Ce document, validé par les États parties, a ensuite été transmis au Comité du patrimoine mondial — un exercice de responsabilité collective mené dans un esprit de dialogue et de transparence.

À Ouessou, la 38^e réunion du Comité Tri-national de Planification et d'Exécution (CTPE) a réuni les acteurs des trois pays autour d'un même agenda : évaluer ce qui a été accompli, planifier ce qui reste à faire, et avancer ensemble vers une conservation partagée et durable.

2.2 Projet CAPRO-TNS — Production de connaissances pour la gestion durable du paysage TNS

Dans le cadre de la coopération transfrontalière, le Comité Scientifique du Tri-National de la Sangha (CST), avec l'appui de la Fondation Tri-Nationale de la Sangha et le programme RESSAC, a poursuivi la mise en œuvre du projet CAPRO-TNS (2023–2026), visant à éclairer les politiques publiques en matière de gestion durable de la filière cacao.

Les résultats mettent en évidence que :

- l'expansion agricole représente près de 95 % des pertes forestières ($\approx 495 \text{ km}^2$), principalement autour des zones d'habitation et des axes routiers ;
- les agroforêts cacaoyères présentent un fort potentiel de conservation, avec des stocks de carbone comparables à ceux des forêts naturelles ;
- le paysage du TNS présente une forte conformité naturelle au critère "zéro

déforestation", grâce aux pratiques agroforestières existantes.

Toutefois, la filière reste marquée par :

- **une faible productivité,**
- **et des contraintes économiques qui favorisent l'extension des surfaces agricoles.**

Les travaux recommandent ainsi :

- **De promouvoir l'intensification durable de la production,**
- **de renforcer les systèmes agroforestiers diversifiés,**
- **et d'améliorer l'inclusion économique des producteurs, notamment via des mécanismes de financement adaptés.**

gestion des ressources existantes, mais se positionne progressivement comme un acteur régional capable de structurer de nouveaux mécanismes financiers pour la conservation durable du TNS.

3. Ressources humaines et appuis techniques

Dans le cadre de son partenariat avec France Volontaires, la FTNS a accueilli plusieurs volontaires aux profils spécialisés, venus renforcer ses capacités internes dans des domaines stratégiques : cartographie, levée de fonds et analyse économique des données.

Rodrigue Da Silva – Cartographe

Depuis février 2025, **Rodrigue Da Silva** a intégré l'équipe de la FTNS avec une mission axée sur l'analyse spatiale du paysage TNS et l'appui au projet CAPRO-TNS. Son expertise en cartographie apporte un éclairage territorial indispensable à la compréhension et à la planification des interventions de la Fondation.

M. Yaovi AZASOO – Expert en levée de fonds

La Fondation a bénéficié de l'accompagnement de M. Yaovi AZASOO, recruté pour appuyer le Bureau Exécutif dans le renforcement de sa stratégie de mobilisation des ressources. Au cours de sa mission de trois mois, il a animé plusieurs sessions de formation couvrant les fondamentaux du fundraising, le marketing associatif, les

techniques de mobilisation de ressources, le développement de partenariats et la rédaction de projets. Il a par ailleurs produit un ensemble d'outils et de livrables stratégiques destinés à renforcer l'autonomie de la FTNS dans la mise en œuvre de sa stratégie financière et dans la construction de nouvelles opportunités de partenariats.

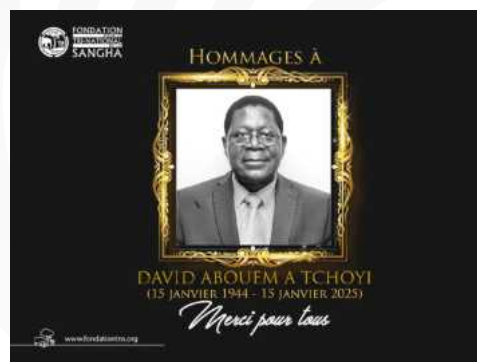
Dr Blaise Ondoa – Économiste et Data Analyst

Le Dr Blaise Ondoa a été recruté comme volontaire national au poste d'économiste-data analyst afin d'appuyer la FTNS dans le traitement et l'analyse des données socioéconomiques du projet CAPRO-TNS. Sa mission englobe l'évaluation des besoins institutionnels en matière de suivi des activités et de gestion des données, la conception d'un modèle de base de données adapté aux exigences opérationnelles de la Fondation, ainsi que la valorisation des résultats scientifiques à travers la rédaction d'articles et de contenus à destination des décideurs, des partenaires techniques et du grand public.

4. Vie Institutionnelle

In memoriam – M. David ABOUEM A TCHOYI

Cette période a été marquée par une perte douloureuse : le décès de M. David ABOUEM A TCHOYI, administrateur de la FTNS, dont l'engagement et la sagesse ont profondément marqué la gouvernance de la Fondation. Une délégation s'est rendue à Kiki pour lui rendre un dernier hommage, témoignant de la gratitude et de l'affection que lui portait l'ensemble de l'équipe. Son souvenir demeure une source d'inspiration pour tous ceux qui poursuivent l'œuvre à laquelle il a contribué.



Cette période 2024–2025 illustre la maturité croissante de la FTNS : une Fondation qui honore ses engagements financiers, produit des connaissances utiles, se soumet à des audits rigoureux, modernise ses outils de gestion et s'ouvre sur le monde – tout en restant profondément ancrée dans les réalités des forêts et des communautés qu'elle sert. Le Bureau Exécutif reste pleinement mobilisé pour que chaque décision prise au niveau institutionnel se traduise, sur le terrain, en forêts préservées et en vies améliorées.

PERFORMANCE DU CAPITAL EN 2025

Un environnement financier agité, mais une Fondation qui tient le cap

Un environnement financier agité, mais une Fondation qui tient le cap

L'année 2025 a été marquée par des turbulences significatives sur les marchés financiers mondiaux. Le dollar américain a fortement reculé — sa plus mauvaise année depuis 2017 — tandis que les marchés actions affichaient des hausses spectaculaires, concentrées sur quelques grandes entreprises technologiques. Dans le même temps, l'immobilier de bureau européen a continué de se déprécier et l'or a enregistré sa meilleure performance depuis 1979, confirmant le retour des investisseurs vers des valeurs refuges. C'est dans ce contexte contrasté que les avoirs de la FTNS ont été gérés tout au long de l'exercice.

Un portefeuille de près de 68 millions d'euros

Au 31 décembre 2025, les avoirs consolidés de la Fondation s'élèvent à 67,6 millions d'euros. Ils sont répartis entre un portefeuille multi-actifs géré par Crédit Agricole Indosuez à Genève, qui représente 95 % du total, et des dépôts en francs CFA placés auprès de banques locales au Cameroun, pour le solde.

La structure du portefeuille repose sur quatre grandes familles d'investissements : les obligations (31,5 %), les actions (26,5 %), l'immobilier (17 %) et les hedge funds (17 %), complétés par une poche de trésorerie limitée (3,3 %). Les dépôts en francs CFA, bien que modestes en volume, affichent la meilleure performance de l'année à 5 %, contribuant positivement à la diversification géographique et monétaire du portefeuille.

Une performance de +3,53 %, en deçà du potentiel

Le portefeuille consolidé a dégagé une performance de +3,53 % sur l'année, ce qui représente un résultat positif dans un environnement difficile, mais inférieur à ce qu'aurait permis une gestion plus agressive du risque de change et une meilleure sélection des supports d'investissement.

Le principal frein à la performance a été la baisse du dollar américain. Une part significative du portefeuille est libellée en USD, et cette exposition n'a pas été suffisamment couverte, ce qui a amputé la performance globale de 2,35 points. Par ailleurs, le portefeuille est davantage orienté vers la valorisation

du capital que vers la génération de revenus réguliers — une posture qui a limité l'apport des dividendes et coupons sur l'année.

Classe par classe, les hedge funds ont offert le meilleur rendement relatif (+7,54 %), suivis des obligations (+3,33 %) et des actions (+4,53 %, mais très en deçà d'un marché mondial en hausse de +20 %). L'immobilier est le seul poste en territoire négatif (-1,49 %), pénalisé par la correction persistante du secteur en Europe.

Ce que cela signifie pour la Fondation

Le diagnostic est clair : le portefeuille est globalement bien structuré et respecte les orientations de la Politique d'Investissement adoptée en 2023, mais il n'exploite pas pleinement son potentiel. Trois faiblesses principales ont été identifiées. D'abord, une exposition trop importante au dollar sans couverture adéquate du risque de change. Ensuite, une surpondération de l'immobilier dans un contexte de marché défavorable. Enfin, une concentration sur des supports d'investissement relativement coûteux et peu générateurs de revenus récurrents.

Les ajustements prévus pour 2026

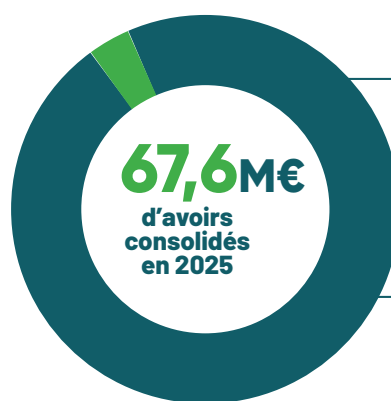
Pour corriger ces déséquilibres, Cristal Capital a proposé une série d'arbitrages concrets, soumis à l'approbation du Comité d'Investissement. En substance, il s'agit de réduire de moitié les positions en actions USD et en immobilier, et de réorienter ces capitaux vers des obligations de marchés émer-

gents, des actifs réels décorrélés comme les matières premières, et un mandat en francs CFA qui permettrait d'accroître l'exposition de la Fondation à la zone Afrique. Parallèlement, les fonds hedge funds les plus coûteux seraient partiellement remplacés par un mandat alternatif plus transparent et plus liquide. Les actions européennes seraient quant à elles réorientées vers un mandat intégrant des

critères de durabilité ESG, en cohérence avec les valeurs de la Fondation.

Ces ajustements visent un double objectif : améliorer la performance ajustée au risque et renforcer l'ancrage africain et responsable du portefeuille — une direction pleinement alignée avec la mission de conservation à long terme de la FTNS.

Vue d'ensemble du portefeuille en 2025



05%

Dépôts en banques locales Cameroun (FCFA)

95%

Part gérée par Crédit Agricole Indosuez Genève

Performance du portefeuille en 2025



67,6M€
de capital d'investissement



+3,53%
Performance consolidée du portefeuille



2,39M€
de gain sur l'année

La Conservation du TNS en 2025

En 2025, les activités de conservation dans le paysage du Tri-National de la Sangha (TNS) ont atteint une intensité et une sophistication inédites, portées par un effort combiné des trois parcs – Lobéké (Cameroun), Nouabalé-Ndoki (Congo) et les APDS (RCA). Plus de 700 patrouilles ont été déployées sur l'ensemble du territoire, couvrant plus de 100 000 km, avec un effort cumulé supérieur à 15 000 hommes-jours. Cette présence accrue sur le terrain s'est traduite par des résultats opérationnels significatifs : près de 39 000 pièges et câbles saisis, plus de 200 armes récupérées, près de 300 campements illégaux détruits et plus de 80 arrestations effectuées. À Lobéké, la couverture spatiale a atteint 90 %, illustrant une montée en puissance d'une surveillance fondée sur les données, tandis que les APDS ont maintenu une pression opérationnelle élevée malgré un contexte complexe.

Cependant, cette dynamique positive masque des disparités importantes et une pression persistante sur la faune, en particulier dans certaines zones du paysage. À Nouabalé-Ndoki, une réduction drastique des financements a entraîné une baisse des capacités opérationnelles, concomitante à une hausse des indicateurs de braconnage, notamment chez les éléphants. À l'échelle du TNS, plus de 40 carcasses ont été recensées, confirmant que la menace reste élevée, en particulier en périphérie des aires protégées. Face à ces défis, l'année 2025 a également été marquée par un renforcement des approches structurantes : coopération transfrontalière accrue, intégration d'outils technologiques comme SMART et EarthRanger, et amélioration du suivi judiciaire. Ces avancées traduisent une évolution du modèle de conservation, qui devient plus coordonné, réactif et orienté vers l'efficacité à long terme.

QUELQUES RÉSULTATS EN 2025



701
patrouilles
effectuées



219
armes
saisies



39000
câbles saisis
& démantelés



29
pointes
d'ivoires
saisies



298
campements
observés lors
des patrouilles
aériennes



569
munitions
saisies



86
braconniers
déférés



5 796 KG
de gibiers
saisis

PARC NATIONAL DE NOUABALÉ-NDOKI

Une année sous le signe de la résilience

Une année sous le signe de la résilience

L'année 2025 restera marquée par un choc budgétaire inédit pour le Parc National de Nouabalé-Ndoki (PNNN). Dès février, l'annonce par le gouvernement américain de la suppression de ses subventions d'aide étrangère a privé le parc de deux financements majeurs — l'USAID et l'USFWS —, provoquant une réduction de près de 40 % du budget annuel. Conséquence immédiate : 23 % du personnel a été licencié, dont 23 écogardes. Malgré cette crise, les équipes de conservation ont maintenu leurs activités grâce aux financements restants de la FTNS et de l'Union Européenne, en faisant preuve d'une détermination exemplaire.

Un braconnage qui s'intensifie malgré les apparences

Les chiffres bruts de saisies pourraient induire en erreur. En 2025, les écogardes ont confisqué 3 720 kg de viande de brousse et 4 107 câbles métalliques dans l'ensemble du paysage — soit respectivement 39 % et 19 % de moins qu'en 2024. Mais cette baisse reflète avant tout la réduction des effectifs et du nombre de patrouilles, et non une amélioration réelle de la situation.

Plusieurs indicateurs convergent pour démontrer que la pression sur la faune a au contraire augmenté :

- Le braconnage des éléphants en périphérie est passé de

8 individus tués en 2024 à 11 carcasses en 2025.

- Les signes de braconnage enregistrés lors des patrouilles ont bondi de 0,0064 à 0,0107 incident/km, soit une hausse de 67 % en périphérie.
- Les unités acoustiques passives du programme Elephant Listening Project (ELP) ont détecté neuf coups de feu dans le secteur sud du parc en 2025, contre zéro en 2024.

Sur les 20 carcasses d'éléphants découvertes, 12 ont été attribuées au braconnage. Une seule se trouvait à l'intérieur du parc ; les 11 autres étaient en périphérie, dont 8 hors du territoire congolais. Par ailleurs, les équipes Counter Wildlife Trafficking (CWT) ont rédigé 587 rapports sur des cas de criminalité faunique au premier semestre, dont la moitié concernait le braconnage des éléphants et le commerce d'ivoire.

Les écogardes sur le terrain : 195 patrouilles malgré tout

L'UGP compte désormais 56 écogardes (53 hommes, 3 femmes), auxquels s'ajoutent 8 agents du MEF, 3 agents d'appui et 2 expatriés, pour un total de 69 agents de lutte anti-braconnage. Malgré la réduction des effectifs, ils ont réalisé 195 patrouilles en 2025, représentant 9 255 hommes-jours d'effort et 43 323 km parcourus sur le terrain — couvrant 35 % du parc

et 20 % de sa périphérie.

Au cours de ces missions, 120 personnes ont été interpellées, dont 25 arrêtées pour des infractions majeures et transférées devant les tribunaux d'Impfondo ou de Ouessou. Les écogardes ont également détruit 118 camps illégaux, saisi 55 armes et 134 munitions, et récupéré 6 pointes d'ivoire totalisant 21,57 kg.

La question de l'armement reste toutefois un problème structurel alarmant : seuls 28 des 56 écogardes disposent d'armes en état de fonctionnement. Cette situation, inchangée depuis plusieurs années, prend une dimension particulièrement critique alors que la pression du braconnage s'intensifie.

Formation, technologie et renseignement

Malgré la suspension des cours de recyclage annuels — armement, combat, premiers secours —, plusieurs formations ciblées ont été maintenues. Quatorze agents ont suivi un recyclage sur EarthRanger, un atelier conjoint avec la CWT a réuni 21 participants à Ouessou sur la législation faunique et les droits de l'homme, et des écogardes féminines de trois parcs congolais ont participé à un atelier de trois jours dédié aux technologies de conservation.

Sur le plan technologique, l'année a été marquée par une avancée majeure : l'intégration des don-

nées SMART dans la plateforme EarthRanger, achevée en avril. Le personnel de la salle de contrôle de Bomassa peut désormais accéder en temps réel à l'ensemble des données collectées sur le terrain, optimisant les itinéraires de patrouille et la réactivité face aux menaces. Cette intégration s'inscrit dans le cadre de la future initiative SERCA (SMART-EarthRanger Conservation Alliance), à laquelle le PNNN entend contribuer activement.

Le réseau radio haute fréquence a également été remis à niveau : les stations CODAN des quatre salles de contrôle et des trois sites de recherche ont été mises à jour, et cinq véhicules équipés de systèmes GPS connectés aux radios HF, permettant leur suivi en direct depuis Bomassa.

Du côté du renseignement, les équipes CWT ont suivi 12 réseaux de braconnage actifs entre janvier et juin, couvrant le paysage Ndo-ki-Likouala et quatre grandes villes du sud du Congo. 27 alertes ont été transmises aux services LAB, dans le cadre d'un système de réunions mensuelles consolidé entre la CWT et les équipes anti-braconnage du parc, de PROGEPP et du Lac Télé.

La suspension de l'aviation : une perte opérationnelle majeure

Jusqu'à la mi-avril, 15 vols de surveillance et 9 vols logistiques ont été effectués, couvrant 12 275 km pour 65,5 heures de vol. Puis le programme d'aviation a été suspendu faute de financement. L'incident des incendies de mars illustre parfaitement ce que représente cette perte : c'est depuis les airs que le pilote a détecté plusieurs feux criminels à l'est de la rivière Ndoki, permettant le déploiement d'une unité d'intervention rapide depuis Bomassa. Sans avion, de tels sinistres pourraient se propager sans être détectés à temps.

La justice comme levier de dissuasion

Le volet judiciaire a constitué un pilier essentiel de la stratégie en 2025. Les juristes CWT ont suivi les dossiers de 25 personnes interpellées. Sur les 16 affaires jugées, 11 ont abouti à des condamnations fermes — taux de condamnation de 69 % —, dont une peine maximale de 5 ans. Parmi les condamnés, 7 étaient ressortissants de la RCA et 4 de la RDC. Ils ont été reconnus coupables d'abattage d'espèces protégées, de chasse avec arme de guerre et de pénétration illégale dans une aire protégée.

Les juristes ont en outre effectué 105 visites en maisons d'arrêt,

tenu 92 réunions avec les agents de l'application de la loi et produit 15 comptes rendus d'audiences à destination des équipes LAB.

Perspectives : l'urgence du renforcement

Le bilan 2025 est celui d'un parc qui a résisté à une crise sans précédent sans capituler. Les fondements de la protection — patrouilles, renseignement, technologie, action judiciaire — ont été préservés. Mais la fragilité est réelle : le braconnage progresse là où les moyens font défaut, et le déficit en armement expose les écocardes à des risques croissants face à des braconniers parfois armés de fusils de guerre.

Le recrutement de personnel supplémentaire est identifié comme une mesure urgente pour revenir à une stratégie véritablement préventive et proactive. La mise en place d'une équipe de résolution de problèmes, soutenue par des experts techniques, ouvre une voie prometteuse pour optimiser les ressources disponibles et mieux cibler les interventions. L'avenir du PNNN dépendra de la capacité de ses partenaires à combler les lacunes laissées par le retrait américain — et de la détermination sans faille des équipes sur le terrain.

PARC NATIONAL DE NOUBALE-NDOKI

QUELQUES RÉSULTATS EN 2025



195
patrouilles effectuées



55
armes saisies



4107
câbles saisis & démantelés



29
pointes d'ivoires saisies



152
campements observés lors des patrouilles aériennes



235
munitions saisies



25
braconniers déférés



3720 KG
de gibiers saisis

AIRES PROÉGÉES DE DZANGA SANGHA

Protection et Surveillance des APDS : Bilan 2025

Recrutement et formation des écogardes

Le premier trimestre 2025 a vu le lancement d'un vaste processus de recrutement de nouveaux écogardes, appuyé par Chengeta Wildlife. Ce processus a impliqué la sensibilisation des populations locales et autochtones, les appels à candidature, le dépouillement des dossiers et des épreuves physiques comprenant une course de 2 500 mètres et de 10 kilomètres, des tractions, des pompes, des abdominaux et des flexions. Sur 251 dossiers reçus, 72 provenaient des peuples autochtones Ba'aka et 179 des populations locales Bilo. Après présélection, 60 candidats ont été retenus et 42 ont finalement suivi une formation intensive de deux mois au Centre de Kongana. La cérémonie de sortie, le 26 juillet 2025, a consacré la promotion « Makoumba du Directeur Luis Arranz », en hommage à l'ancien directeur des APDS.

Lutte contre le braconnage

Le 9 avril 2025, une cérémonie officielle a permis de détruire un arsenal impressionnant de matériels de braconnage comprenant 157 555 câbles métalliques, 465 armes artisanales, 141 machettes, 74 sagaies et divers autres équipements. Cette opération, présidée par le ministre des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche, a renforcé la détermination des APDS à éradiquer les pratiques illégales. Par ailleurs, les écogardes ont participé à la sixième édition du Wildlife

Rangers Challenge, une compétition panafricaine regroupant 170 équipes de 24 pays, où ils se sont illustrés dans les épreuves de pompes, abdos, trail et course lestée de 21 km.

Sensibilisation et communication

Tout au long de l'année, des émissions radio-phoniques sur la Radio Ndjokou ont sensibilisé les communautés locales sur la conservation, les lois de chasse et les bonnes pratiques. En octobre 2025, le cinéaste Alexis Routhier a réalisé un documentaire sur les activités de lutte anti-braconnage, mettant en avant les procédures opérationnelles et les patrouilles de terrain, avec la participation de Modiki Claver, élu meilleur ranger africain en 2024.

Ressources humaines et discipline

En 2025, 113 personnels, écogardes et préposés forestiers, ont été répartis en 17 équipes de patrouille, réalisant 413 missions. Une équipe complète était régulièrement détachée auprès de la Brigade de Lutte Anti-Braconnage du Tri-National de la Sangha. Trois conseils de discipline ont sanctionné des écogardes pour abandon de poste, insubordination et ivresse, allant du licenciement immédiat à la suspension temporaire des primes de performance. Treize autres agents ont reçu des avertissements ou mises à pied. En contrepartie, deux équipes ont été félicitées pour leurs saisies remarquables, comprenant des armes de guerre, des câbles

métalliques, des écailles de pangolin et des pointes d'ivoire.

Renforcement des capacités

Plusieurs formations spécialisées ont été organisées, notamment sur la collecte des données de mortalité d'éléphants à Garoua, sur le programme MIKE/CITES à Douala, sur l'utilisation de Earthrangers et sur la formation cynophile avec Chengeta Wildlife. Ces formations ont permis d'améliorer la collecte de données, la gestion opérationnelle et l'efficacité des équipes cynophiles. L'Association des Détenteurs Légaux d'Armes de Chasse (ADLAC) a également organisé des ateliers et campagnes de sensibilisation sur la chasse auto-déclarée, les taxes sur les armes de chasse, les espèces protégées et les bonnes pratiques de chasse. Une étude a révélé que 1 570 animaux avaient été tués en 22 semaines par 22 détenteurs.

Activités clés en 2025

Quatre vagues d'achats de médicaments essentiels pour les kits de santé des patrouilles ont été réalisées pour un montant de 2 763 300 XAF. Grâce au financement de l'Union Européenne via Naturafrica, les équipes ont reçu des équipements tels que des moustiquaires, des boussoles, des lits, des bâches, des power banks et des GPS Garmin. Ces dotations ont amélioré les conditions de vie et de travail des patrouilles.

Statistiques globales 2025

Les statistiques globales de l'année témoignent de l'ampleur des efforts déployés : 98 écogardes mobilisés, 417 patrouilles réalisées, 47 081 kilomètres parcourus, 310 saisies effectuées, dont 33 608 câbles et 148 armes à feu. Les saisies incluent également 335 munitions, 7,5 kg d'écailles de pangolin, 1 730 kg de viande sauvage et 48,5 kg d'ivoire. Dix-neuf carcasses issues du braconnage ont été recensées, 23 arrestations ont été réalisées et 87 actions de sensibilisation menées.

Conclusion

L'année 2025 a été riche en avancées pour le Département Protection et Surveillance des APDS. Entre le recrutement de nouveaux écogardes, la destruction massive d'instruments de braconnage, la participation à des compétitions internationales et le renforcement des capacités locales, les APDS ont consolidé leur rôle de bastion de la conservation en Afrique centrale. Les défis restent nombreux, notamment la persistance du braconnage et les besoins en discipline et motivation du personnel. Toutefois, les efforts conjoints des autorités, des partenaires techniques et des communautés locales témoignent d'une dynamique positive vers une gestion durable et inclusive des ressources naturelles.

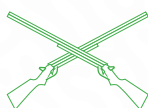
AIRES PROTÉGÉES DE DZANGA SANGHA

QUELQUES RÉSULTATS EN 2025



417

patrouilles
effectuées



148

armes
saisies



33608

câbles saisis
& démantelés



48,5KG

pointes
d'ivoires
saisies



118

campements
détruits



335

munitions
saisies



23

personnes
arrêtées pour
jugement



1 730KG

de gibiers
saisis

PARC NATIONAL
DE LOBÉKÉ



Bilan 2025 d'une lutte anti-braconnage renforcée

Dans le cadre de la protection du Parc National de Lobéké et de son insertion dans le complexe forestier du Tri-National de la Sangha (TNS), les équipes de surveillance et de lutte anti-braconnage ont livré en 2025 un bilan qui témoigne d'une croissance significative des opérations de terrain.

Une couverture spatiale historique

L'amélioration la plus marquante de l'année réside dans l'extension de la couverture spatiale des patrouilles au sein du Parc National de Lobéké et de sa périphérie. Grâce à une évaluation annuelle de la stratégie de surveillance, qui permet d'identifier les foyers de braconnage et de modéliser les niveaux de risque, les équipes sont parvenues à couvrir 90 % du territoire, contre seulement 29 % en 2022, 62 % en 2023 et 85 % en 2024. Cette progression continue illustre les effets d'une planification de plus en plus ciblée et fondée sur les données.

Au total, 89 patrouilles an-

ti-braconnage internes ont été menées dans et autour du parc, couvrant 7 500 km pour un effort cumulé de 3 693 hommes-jours. À cela s'ajoutent plus de 6 000 km de patrouilles périphériques, mobilisant 2 631 hommes-jours supplémentaires. Ces missions ont été déployées sous trois formes complémentaires : 85 patrouilles pédestres, 12 motorisées et 3 fluviales, adaptées aux différentes configurations du terrain.

Des résultats opérationnels concrets

Les opérations menées dans le Parc National de Lobéké ont débouché sur des saisies significatives : 1 500 pièges démantelés, 12 armes locales et 4 armes de calibre 12 confisquées, ainsi que 98 munitions de petite chasse et 2 de grande chasse récupérées. Les équipes ont également détruit 54 campements illégaux et découvert 3 carcasses d'animaux, témoignant de la persistance du braconnage malgré la pression accrue des

patrouilles sur le territoire.

La Brigade de Lutte Anti-Braconnage du TNS (BLAB), dont le Parc National de Lobéké constitue l'un des piliers opérationnels, a de son côté livré un bilan solide : 45 patrouilles pédestres et 15 patrouilles fluviales, représentant respectivement 2 331 et 101 hommes-jours d'effort. Ses résultats incluent la saisie de 3 848 pièges, 54 câbles d'acier, 2 pointes d'ivoire et 346,5 kg de viande de brousse, ainsi que la destruction de 26 campements et l'arrestation de 5 personnes. Les ventes aux enchères du matériel saisi ont par ailleurs généré 162 000 FCFA. Sur l'ensemble du programme, les chiffres clés attestent d'une réduction de plus de 40 % du nombre de pièges entre 2024 et 2025, de 16 armes et 100 munitions saisies au total, et d'un taux d'incarcération de 60 %.

La dimension judiciaire : un suivi renforcé

Le volet répressif a également progressé autour du Parc National de Lobéké. 38 suspects

ont été arrêtés et 13 personnes sensibilisées. Le taux d'incarcération, qui avait connu une forte hausse autour de 2021, s'est stabilisé dans une fourchette satisfaisante, reflétant un système judiciaire de plus en plus efficace dans le traitement des délits fauniques commis dans et aux abords du parc. 9 armes et 35 munitions scellées ont par ailleurs été transférées à Bertoua pour traitement

judiciaire, renforçant la chaîne pénale dans la région.

Conclusion

Le bilan 2025 du programme de surveillance et de protection du Parc National de Lobéké dessine le portrait d'une stratégie qui porte ses fruits. La combinaison d'une planification fondée sur les données, d'une couverture spatiale quasi-totale, d'une coopération trans-

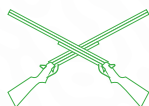
frontalière solide et d'un suivi judiciaire rigoureux positionne Lobéké comme un modèle de conservation de plus en plus abouti au sein du TNS. Les défis demeurent — le braconnage persiste, les ressources restent sous pression — mais la trajectoire est résolument positive, et les acquis de 2025 constituent une base solide pour les années à venir.

PARC NATIONAL DE LOBÉKÉ

QUELQUES RÉSULTATS EN 2025



89
patrouilles
effectuées



16
armes
saisies



1500
câbles saisis
& démantelés



54
campements
de pêches
répertoriés



100
munitions
saisies



38
braconniers
déférés

L'éducation dans les TNS en 2025

En 2025, les actions éducatives menées dans le paysage du Tri-National de la Sangha (TNS) ont confirmé leur rôle central dans la stratégie globale de conservation. À Parc National de Lobéké, Parc National de Nouabalé-Ndoki et dans les Aires Protégées de Dzanga-Sangha, les interventions ont permis de maintenir le fonctionnement du système éducatif dans des zones isolées où les services publics restent limités. Le soutien direct aux enseignants, la prise en charge des frais scolaires, la distribution de matériel pédagogique et les programmes de bourses ont bénéficié à plusieurs centaines d'élèves, avec une attention particulière portée aux communautés autochtones. Ces efforts ont contribué à améliorer les taux de fréquentation et de réussite scolaire, tout en réduisant les risques d'abandon.

Au-delà de l'accès à l'éducation, les initiatives ont progressivement intégré une dimension stratégique en lien avec la conservation. Des activités de sensibilisation environnementale, des stages immersifs et des programmes éducatifs ciblés ont permis d'exposer les jeunes aux enjeux de protection des ressources naturelles et aux métiers associés. Cette approche vise à transformer les bénéficiaires en acteurs futurs de la conservation, en réduisant leur dépendance aux ressources forestières à long terme. Dans le TNS, l'éducation s'affirme ainsi comme un levier structurant, à la fois social et écologique, essentiel pour consolider durablement les efforts de protection des écosystèmes.

2562

élèves
scolarisés

+140

enseignants
pris en charge

16

élèves
pris en charge
au secondaire

100%

de réussite
au CEPE

07

étudiantes
universitaires
prises en
charges

+79

écoles
soutenues

16

élèves
pris en charge
au secondaire

4 034

jeunes sensibilisés
en éducation
environnementale
dans le TNS

PARC NATIONAL DE NOUABALE-NDOKI



Investir pour les générations futures

494

élèves
scolarisés

11

enseignants
pris en charge

16

élèves
pris en charge
au secondaire

02

étudiantes
universitaires
prises en
charges

100%

de réussite
au CEPE

02

écoles
soutenues

Au cœur de la mission du Parc National de Nouabalé-Ndoki (PNNN), l'éducation des jeunes générations occupe une place stratégique. En 2025, malgré un contexte financier difficile lié à la suppression des subventions américaines, l'Unité de Gestion du Parc (UGP) a maintenu un appui soutenu aux écoles primaires de Bomassa et Makao, ainsi qu'au collège de Makao.

Cette continuité illustre la conviction profonde que la conservation durable passe aussi par la formation et la sensibilisation des communautés riveraines, à commencer par leurs enfants.

Un soutien matériel et financier constant aux établissements scolaires

Tout au long de l'année, l'UGP a assuré la dotation des écoles en matériel didactique et en fournitures de bureau : cahiers, livres, stylos, craies et divers articles scolaires ont été régulièrement distribués pour permettre le bon fonctionnement des classes. Les indemnités et salaires des enseignants ont également été versés régulièrement, garantissant une stabilité pédagogique indispensable dans des zones isolées où l'État peine parfois à assurer une présence continue.

Ce soutien logistique et financier a porté ses fruits. L'UGP a facilité le déplacement de 17 élèves (11 filles et 6 garçons) candidats au Certificat d'Études Primaires Élémentaires (CEPE) de l'école de Bomassa jusqu'à Kabo, où se tient l'examen. Ces élèves

ont obtenu un taux d'admission de 100 % lors de l'épreuve de juin 2025, un résultat remarquable qui témoigne de la qualité de l'encadrement pédagogique et de l'engagement de l'UGP envers l'excellence scolaire.

Les bourses scolaires : un levier d'équité et d'inclusion

L'UGP maintient un programme de bourses scolaires destiné aux élèves et étudiants méritants de Bomassa et Makao. En 2025, 16 boursiers – collégiens, lycéens et étudiantes universitaires – ont continué à percevoir régulièrement leur aide financière.

Pour l'année scolaire 2024-2025 (janvier à juin 2025), 14 collégiens et lycéens, dont 10 garçons et 4 filles, ont reçu chacun 50 000 FCFA par trimestre. En parallèle, 2 étudiantes à l'université ont bénéficié de 150 000 FCFA chacune pour les deuxième et troisième trimestres.

Pour le premier trimestre de l'année scolaire 2025-2026 (octobre à décembre 2025), le programme s'est poursuivi avec 14 collégiens et lycéens – 9 garçons (dont 7 bantous et 2 autochtones) et 5 filles (dont 4 bantoues et 1 autochtone) –, percevant chacun 50 000 FCFA. Les 2 étudiantes universitaires ont quant à elles reçu 150 000 FCFA chacune.

Une attention particulière est portée aux élèves issus des communautés autochtones Ba'aka. Deux collégiens autochtones originaires de Bomassa poursuivent leurs études secondaires

à Ouessou — l'un en classe de 3e, l'autre en 5e. Outre leur bourse trimestrielle, ils perçoivent une pension alimentaire de 25 000 FCFA par mois versée par l'UGP, afin de couvrir leurs frais de vie dans une ville éloignée de leur communauté.

Des résultats scolaires encourageants

L'année scolaire 2024-2025 s'est achevée en juin 2025 avec des résultats globalement positifs. À l'école primaire de Bomassa, 145 élèves se sont présentés aux examens de passage, et 115 ont été admis, soit un taux de réussite de 79 %. À Makao, sur 343 élèves présentés, 329 ont été admis, pour un taux exceptionnel de 96 %.

Pour récompenser l'effort et encourager l'excellence, les 3 meilleurs élèves de chaque classe ont reçu des prix composés de livres, cahiers, stylos et autres fournitures scolaires. La meilleure élève de l'établissement de Bomassa — une fille bantoue de CP1 — a reçu ce même kit enrichi d'un cartable scolaire.

La rentrée scolaire 2025-2026 a débuté le 1er octobre 2025. L'école de Bomassa a accueilli 225 élèves encadrés par 5 enseignants, et celle de Makao 269 élèves pour 6 enseignants. Ces chiffres reflètent la vitalité des établissements soutenus par le parc et confirment l'attachement des familles à la scolarisation de leurs enfants, y compris au sein des communautés autochtones.

L'éducation à l'environnement : sensibiliser dès le plus jeune âge

Au-delà de l'enseignement général, l'UGP intègre une dimension environnementale forte dans ses actions éducatives, à travers les séances du Club Ebobo. En 2025, quatre séances d'éducation à l'environnement ont été organisées à Bomassa, rassemblant au total

plusieurs centaines d'enfants bantous et autochtones.

En 2025, l'équipe de Développement Communautaire du Parc National de Nouabalé-Ndoki a mené quatre séances d'éducation environnementale auprès des élèves de Bomassa, mobilisant au total plus de 750 participants. À l'occasion des grandes journées internationales — pangolin, forêts, biodiversité et grands singes —, les enfants ont été sensibilisés de manière ludique et concrète à la protection de leur environnement, à travers des distributions de bandes dessinées et de livres, une excursion en forêt, la projection d'un documentaire sur les 30 ans du parc, et une rencontre directe avec l'équipe scientifique autour des gorilles et chimpanzés. Ces initiatives illustrent la volonté du parc de faire des jeunes générations, bantous et autochtones confondus, les premiers ambassadeurs de la conservation au cœur de la forêt congolaise.

Bomassa : l'école primaire du village entre dans le giron de l'État

Le 6 octobre 2025, l'école primaire de Bomassa a franchi un cap symbolique et décisif : sa transition officielle en école publique d'État, matérialisée par une cérémonie de passation de service entre M. Remy Elanda, ancien directeur et employé du Parc National de Nouabalé-Ndoki, et M. Koumou Mokouba Damase, son successeur nommé par les autorités nationales.

Organisée sous la coordination de M. Moukolo Didier, Inspecteur-Chef de la Circonscription Scolaire de Pokola, cette cérémonie marque bien plus qu'un simple changement de direction. Elle témoigne de l'engagement concret et croissant du gouvernement congolais en faveur de l'éducation dans les zones forestières isolées, trop longtemps oubliées des politiques publiques.

L'établissement lui-même est le fruit d'un partenariat exemplaire entre conservation et développement humain. Construit en 2023 par le Parc National de Nouabalé-Ndoki avec le soutien financier et technique de la Fondation Tri-National de la Sangha (FTNS), il avait été inauguré par Madame Rosalie Matondo, Ministre de l'Économie Forestière, avant d'être officiellement remis à Monsieur Jean-Luc Mouthou, Ministre de l'Enseignement Préscolaire, Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation. Cette infrastructure moderne accueille aujourd'hui environ 300 enfants, qui y bénéficient d'une scolarisation entièrement gratuite.

En passant sous la tutelle de l'État, l'école de Bomassa amorce une nouvelle phase de son histoire — celle d'une pérennité institutionnelle qui garantit l'avenir éducatif des générations à venir au cœur de la forêt congolaise.

Une vision à long terme pour la conservation

À travers ces actions conjuguées — soutien matériel aux écoles, bourses inclusives, excellence scolaire et éducation environnementale —, l'UGP affirme une conviction fondamentale : la conservation du PNPN ne peut être durable sans l'adhésion et la compréhension des communautés qui vivent à ses portes. Former les enfants d'aujourd'hui, bantous comme autochtones, c'est investir dans les gardiens de la forêt de demain.

Le taux d'admission de 100 % au CEPE, les bourses versées sans interruption malgré la crise budgétaire, et les centaines d'enfants sensibilisés tout au long de l'année sont autant de signaux positifs dans un contexte pourtant difficile. Ils témoignent de la priorité que le parc accorde à l'humain dans sa stratégie de conservation.

PARC NATIONAL DE LOBÉKÉ

Investir dans le capital humain pour une conservation durable

375

**élèves
Vulnérables
scolarisés**

49

**maîtres-
parents
soutenus**

33

**établissements
scolaires
couverts**

51

**élèves
en stage
conservation**

Entre 2025 et 2026, le Parc National de Lobéké, avec l'appui de la Fondation pour le Tri-National de la Sangha (FTNS), a consolidé son engagement en faveur de l'éducation dans les communes de Salapoumbé et Moloundou. Cette intervention s'inscrit dans une logique claire : réduire les vulnérabilités sociales tout en renforçant les bases humaines nécessaires à une conservation durable.

Assurer la continuité pédagogique et stabiliser les parcours scolaires

L'un des axes majeurs de l'intervention a consisté à soutenir 49 maîtres-parents déployés dans 33 établissements scolaires, permettant d'assurer la continuité des enseignements dans des contextes souvent marqués par l'absence d'enseignants titulaires. Ce dispositif a bénéficié directement à 375 élèves vulnérables, dont une majorité issue des communautés Baka (318 élèves), aux côtés de 57 élèves issus des communautés Bantou.

Au-delà de la simple présence en classe, l'appui apporté a permis de lever plusieurs freins structurels à la scolarisation. La prise en charge des frais d'examens, les contributions aux Associations des Parents d'Élèves et Enseignants (APEE) ainsi que les allocations accordées aux maîtres-parents ont contribué à

sécuriser les parcours éducatifs et à réduire le risque d'abandon scolaire.

Parallèlement, une attention spécifique a été portée aux élèves les plus performants, à travers un accompagnement ciblé visant à soutenir leur progression jusqu'au niveau universitaire. Cette approche traduit une ambition à plus long terme : favoriser l'émergence de compétences locales capables de contribuer à la gestion durable des ressources naturelles et au développement du territoire.

Relier éducation et conservation : préparer la relève

Au-delà du soutien scolaire, le programme a cherché à établir un lien direct entre éducation et conservation. Dans cette perspective, 51 élèves issus des zones périphériques ont participé à un stage de vacances dédié aux thématiques de la conservation, de la gestion des aires protégées et de l'écotourisme.

Ce stage a permis d'initier les participants aux enjeux environnementaux tout en leur offrant une première exposition aux métiers liés à la conservation. Les primes de motivation accordées ont renforcé leur engagement, tandis qu'un dispositif de suivi individualisé est prévu pour accompagner leur parcours académique et

professionnel.

Cette démarche marque une évolution importante : il ne s'agit plus seulement de scolariser, mais de préparer une génération capable de s'inscrire activement dans les dynamiques de conservation.

Investir dans le capital humain pour consolider la conservation

Les résultats obtenus témoignent d'un impact tangible, avec 375 élèves soutenus, un dispositif éducatif stabilisé et une première structuration de l'accompagnement à long terme. Mais au-delà des chiffres, ces interventions révèlent un changement d'approche.

Dans le paysage du Tri-National de la Sangha, cette articulation entre éducation, développement et conservation apparaît désormais comme un levier stratégique incontournable.

AIRES PROTÉGÉES
DE DZANGA SANGHA



Des investissements structurants pour améliorer l'accès, la qualité et l'équité

En 2025, les Aires Protégées de Dzanga-Sangha (APDS) ont poursuivi et consolidé leurs actions dans le secteur de l'éducation, dans un contexte marqué par des défis structurels importants. L'isolement des zones rurales, la faiblesse des services publics et la vulnérabilité économique des populations continuent de limiter l'accès à une éducation de qualité. Face à ces contraintes, les APDS ont positionné l'éducation comme un levier stratégique pour soutenir le développement local tout en contribuant indirectement à la conservation.

L'approche adoptée repose sur une logique claire : améliorer l'accès à l'éducation permet de renforcer les capacités des communautés et de réduire leur dépendance aux ressources naturelles. Les interventions ont ainsi ciblé à la fois le fonctionnement du système éducatif, les conditions d'apprentissage et l'inclusion des groupes les plus marginalisés.

Un appui structurant au fonctionnement des écoles

L'un des axes majeurs de l'intervention en 2025 a été le soutien direct au personnel enseignant, élément essentiel dans un contexte où de nombreuses écoles fonctionnent avec des

enseignants non pris en charge par l'État.

Au total, 93 enseignants ont bénéficié d'une prime mensuelle de motivation, répartis dans 36 établissements scolaires situés dans les communes de Yobé-Sangha, Salo, Bilolo et Nola. Parmi eux, 72 sont des hommes et 21 sont des femmes, ce qui montre une présence féminine encore limitée dans le système éducatif local. L'investissement global consacré à cette action s'élève à 15 490 000 FCFA pour l'année.

À l'échelle du système éducatif local, les données montrent que la zone d'intervention compte environ 115 écoles et 397 enseignants. Sur cet ensemble, 43 établissements bénéficient d'un appui direct des APDS en matériel pédagogique et fournitures. Cette couverture importante illustre le rôle structurant joué par les APDS dans le maintien du système éducatif.

Amélioration des conditions d'apprentissage

En complément du soutien aux enseignants, les APDS ont investi dans l'amélioration des conditions d'apprentissage, afin de créer un environnement plus favorable à la réussite scolaire.

La distribution de fournitures scolaires et de matériel didactique a permis de réduire les inégalités entre les élèves, notamment pour ceux issus de familles vulnérables. Dans de nombreuses localités, l'absence de matériel constitue un frein majeur à la participation et à la progression scolaire. L'appui des APDS a ainsi contribué à améliorer la motivation des élèves et à renforcer l'efficacité de l'enseignement.

Un autre élément clé de cette intervention a été l'appui logistique aux examens. Les APDS ont facilité le transport des élèves depuis les villages éloignés vers les centres d'examen de Bayanga. Cette action a permis de lever une contrainte majeure liée à l'éloignement géographique et au coût du transport, qui empêchait auparavant certains élèves de participer aux évaluations officielles.

Les résultats observés dans les écoles du Fondamental 1 indiquent une amélioration des taux d'inscription, de présence et de réussite. Ces progrès s'expliquent par la combinaison de plusieurs facteurs, notamment la disponibilité des enseignants, l'accès aux fournitures scolaires et le renforcement de l'encadrement pédagogique.

Une attention spécifique aux communautés autochtones

Les communautés autochtones Ba'Aka continuent de faire face à des défis importants en matière d'accès à l'éducation. En réponse, les APDS ont mis en place des actions ciblées visant à réduire les inégalités et à favoriser leur inclusion.

En 2025, une initiative innovante a été développée avec la sélection de huit élèves Ba'Aka pour participer à un stage immersif au camp de recherche de Dzanga Bai. Pendant une période de dix jours, ces élèves ont été exposés aux activités de recherche et de conservation, leur permettant d'acquérir des connaissances pratiques sur leur environnement.

Renforcement du rôle des communautés

Les résultats obtenus en 2025 sont étroitement liés à l'implication des communautés locales. Les APDS ont travaillé avec des relais communautaires chargés de suivre les élèves, de sensibiliser les familles et de promouvoir la scolarisation.

Ces relais ont joué un rôle déterminant dans l'amélioration de la fréquentation scolaire, en particulier dans les zones les plus isolées. Leur proximité avec les

populations leur permet d'identifier rapidement les obstacles à la scolarisation et d'apporter des solutions adaptées.

Les campagnes de sensibilisation menées dans les villages ont également contribué à faire évoluer les perceptions. Dans certaines communautés, l'éducation n'est pas toujours considérée comme une priorité, notamment en raison des contraintes économiques. Les actions menées ont permis de renforcer la compréhension de son importance pour l'avenir des enfants et le développement des communautés.

Résultats globaux et portée de l'intervention

L'ensemble des actions mises en œuvre en 2025 a permis d'obtenir des résultats significatifs. Les APDS ont soutenu directement 93 enseignants, contribué au fonctionnement de 36 écoles et appuyé 43 établissements en matériel pédagogique. L'intervention a ainsi touché un système éducatif local comprenant environ 397 enseignants et 115 écoles.

L'investissement de plus de 15 millions FCFA dans les primes illustre l'importance des ressources mobilisées pour maintenir le système éducatif. Les améliorations observées en termes

d'inscription, de présence et de réussite scolaire confirment l'impact positif des actions entreprises.

Défis et perspectives

Malgré ces résultats, plusieurs défis persistent. Le système éducatif reste fortement dépendant des financements externes, ce qui pose la question de la durabilité des interventions. L'absence d'un relais suffisant par les autorités publiques constitue un risque pour la continuité des actions.

Les contraintes logistiques, notamment liées à l'isolement des villages, continuent également de limiter l'accès à l'éducation. Par ailleurs, les facteurs socio-économiques, tels que la pauvreté des ménages, influencent encore les comportements et peuvent conduire à des abandons scolaires.

Conclusion

En 2025, les APDS ont démontré que l'éducation peut jouer un rôle structurant dans les stratégies de conservation et de développement local. Les investissements réalisés ont permis d'améliorer l'accès à l'éducation, de renforcer la qualité de l'enseignement et de favoriser l'inclusion des populations les plus vulnérables.

QUELQUES RÉSULTATS

1693

**élèves de
couches
fragiles
scolarisés**

93

**enseignants
appuyés**

28

**collégiens et
lycéens Ba'Aka
pris en charge
nouveau
programme
d'hébergement**

05

**étudiants
universitaires
soutenus**



L'agriculture dans les TNS **en 2025**

Dans le Tri-National de la Sangha, l'agriculture – en particulier la cacaoculture – s'impose comme le point de tension central entre conservation et développement. En 2025, la pression agricole continue de progresser sous l'effet de la précarité des producteurs, des rendements instables et des pertes liées aux conflits homme-faune, notamment autour du Parc National de Lobéké. Les destructions de cultures par les éléphants dans des localités comme Mambélé ou Socambo illustrent la vulnérabilité directe des moyens de subsistance. Mais ce qui change fondamentalement, c'est que cette pression n'est plus subie passivement : elle est désormais encadrée par des dispositifs combinant surveillance, interventions ciblées et solutions agricoles adaptées.

La réponse agricole dans le TNS évolue vers un modèle structuré visant à sécuriser les revenus tout en limitant l'expansion sur les forêts. Des solutions concrètes comme les barrières de piment ont permis de protéger environ 12 hectares de cultures, tandis que l'utilisation de technologies (caméras-traps, suivi des mouvements de faune) améliore l'anticipation des risques.

En parallèle, l'appui aux coopératives, l'accès au microcrédit et la promotion de pratiques durables (agroforesterie, transformation locale) contribuent à renforcer la résilience économique des producteurs. Ce basculement est stratégique : la conservation ne repose plus uniquement sur la protection des espaces, mais sur la capacité à rendre l'agriculture viable sans détruire la forêt.

Après le succès du projet pilote de clôture électrique solaire à Bomassa, le projet Elanga a été étendu en 2025 au village de Kabo afin de renforcer la protection des cultures contre les incursions de la faune sauvage. Le site a été aménagé en 225 parcelles agricoles de 30 m x 30 m et sécurisé par 5 400 m de clôture électrique solaire, mobilisant au total 275 ménages bénéficiaires entre Bomassa et Kabo.

Toutefois, à ce stade, l'échelle des solutions reste encore limitée face à l'ampleur des dynamiques agricoles, ce qui pose clairement la question du passage à l'échelle.

275

Ménages impliqués dans le projet Elanga

02

Espaces agricoles protégées

5 400

Mètres de Clôture électrique installée

280,5 KG

Semences de maïs distribuées

1,6 TONNE/HA

Production pilote de manioc à Bomassa

+66

Villages impliqués

381

Superficies agricoles identifiées



PARC NATIONAL DE NOUABALE-NDOKI 

Introduction des communautés locales au cœur des solutions

Dans les villages riverains du Parc National de Nouabalé-Ndoki (PNNN), la cohabitation avec la faune sauvage est une réalité quotidienne, source à la fois d'opportunités et de tensions. Les éléphants ravagent les cultures, le gibier se raréfie sous la pression de la chasse, et les ressources halieutiques sont exploitées sans toujours respecter les équilibres naturels. Face à ces défis, l'Unité de Gestion du Parc (UGP) a déployé en 2025 plusieurs programmes complémentaires visant à réduire les conflits, sensibiliser les communautés et promouvoir une gestion durable des ressources naturelles, dans une logique d'autonomisation progressive des populations locales.

Coexistence Homme-Éléphant : les clôtures électriques changent la donne

Le projet Elanga à Kabo : une mise en œuvre participative

Après le succès du projet de clôture électrique solaire lancé à Bomassa, l'approche a été reproduite en 2025 dans le village

voisin de Kabo. L'objectif est de permettre aux villageois de cultiver leurs terres sans craindre les incursions des éléphants, dont la forte densité dans la région rendait jusqu'ici toute agriculture viable quasi impossible.

Les travaux de défrichage ont débuté en mars avec une forte mobilisation communautaire : 103 personnes ont participé, dont 71 femmes (44 bantoues et 27 autochtones) et 29 hommes (18 bantous et 11 autochtones). Suite à la perte des financements américains en mai, les missions ont été réduites, mais six groupes de travail communautaires ont été mis en place pour maintenir l'activité en l'absence du responsable de la coexistence homme-faune.

En octobre, les missions régulières ont repris, accompagnées d'une étudiante de l'Université Marien Ngouabi rédigeant son mémoire de stage sur ce projet. Le quadrillage du champ a permis de créer 225 parcelles agricoles de 30m x 30m et une bande d'un hectare. L'intégralité du système

de protection électrique a été installée avant la fin de l'année : trois fils de 1 800 m chacun, soit 5 400 m au total, et une centaine de barbillons. Un quatrième fil, positionné à 20 cm du sol, sera ajouté pour contrer les rongeurs — notamment le Sibissi (*Thryonomys swinderianus*) — identifiés comme une menace supplémentaire par les agriculteurs. En 2025, 109 ménages participent au projet Elanga à Bomassa et 166 ménages à Kabo.

Première récolte à Bomassa : l'indépendance alimentaire en marche

Le projet de clôture de Bomassa a connu un moment historique en mars 2025 avec sa première récolte, après plus de huit mois de culture. Sur un échantillon de neuf parcelles couvrant 0,8 ha, 17 brouettes de manioc ont été récoltées pour un poids moyen estimé à 1 275 kg, soit environ 1,6 tonne de manioc produit par hectare. Si ce rendement reste modeste comparé à des productions intensives, il représente

une avancée majeure : pour la première fois depuis des années, les habitants de Bomassa peuvent produire du manioc localement, sans dépendre des approvisionnements extérieurs. La récolte a libéré des parcelles pour une nouvelle saison de culture coïncidant avec le retour des pluies. En 2025, le projet a été géré quasi-autonomement par les villageois, avec très peu d'encadrement extérieur.

Chasse Durable : impliquer les chasseurs dans la gestion de la faune

Le programme de gestion durable de la faune (Sustainable Wildlife Management, SWM) a poursuivi son soutien aux chasseurs et aux groupes de gouvernance en 2025. Huit réunions ont été organisées avec des groupes de chasseurs locaux, dont deux sessions de sensibilisation au plan de gestion de la chasse.

Le suivi autonome des prélèvements de chasse, mis en place dans les villages de Kabo et Gbagbali, constitue l'un des dispositifs les plus innovants du programme. Les chasseurs signalent eux-mêmes, via des boîtes dédiées, les animaux chassés par espèce, la zone de chasse et leur appartenance ethnique (autochtones ou bantous). Pour l'année 2025, ce sont près de 10 549 animaux qui ont été chassés, répartis sur 1 433 sorties réalisées par environ 609 chasseurs des deux villages. Au total, 474 chasseurs ont été touchés par le programme (252 bantous et 222 autochtones) lors de 16 réunions.

Une enquête sur les outils de gouvernance des ressources naturelles (NRGT) a également été conduite au premier semestre, comparant les résultats à ceux de 2023. Les conclusions sont préoccupantes : un déclin général des capacités de gouvernance des associations de chasse et de pêche a été observé, suggérant que leur impact sur la gestion locale de la faune est de moins en moins visible pour les communautés. Cette tendance appelle une réponse renforcée en 2026.

L'année a également été marquée par l'inauguration de la case communautaire des groupes de gouvernance de Kabo/Gbagbali — un bâtiment destiné à accueillir les réunions des associations de chasseurs, de pêcheurs et d'éleveurs pour discuter de la gestion des ressources naturelles et de l'élevage sur leur territoire.

Pêcherie Durable : renforcer la gouvernance des associations de pêcheurs

En collaboration avec les groupes de pêcheurs, l'équipe SWM a organisé six réunions de sensibilisation sur la mini-charte de pêche dans plusieurs villages : Kabo/Gbagbali, Leme/Bondzele et Bomassa/Bon Coin. Ces réunions visaient à rappeler les bonnes pratiques pour une pêche durable et à recenser les problèmes rencontrés par les pêcheurs. Suite à la réorganisation du bureau de l'association des pêcheurs de Bomassa en 2024, les documents statutaires ont été officiellement signés en 2025. 260 participants ont été touchés par ces actions

(234 bantous et 26 autochtones).

En avril, une formation de 4 jours sur la gouvernance des ressources a été organisée pour les associations de pêche et de chasse, réunissant 32 personnes issues de Kabo/Gbagbali, Leme/Bondzele et Bomassa, ainsi que des représentants de la CIB, du PROGEPP et des eaux et forêts. Les modules portaient sur la gestion efficace d'une organisation et les principes fondamentaux d'une association viable.

En décembre, un premier draft du plan pilote de renforcement des capacités des groupes de gouvernance de pêche a été rédigé par l'équipe SWM. Ce document servira de feuille de route pour les associations de pêche dans la zone d'intervention du programme.

Conclusion : vers plus d'autonomie et de durabilité

Les résultats de 2025 dans les domaines de l'agriculture, de la coexistence homme-faune et de la gestion durable des ressources naturelles témoignent d'une dynamique communautaire en progression. La première récolte à Bomassa, les 253 propositions de microprojets soumises par les communautés, les centaines de chasseurs et pêcheurs sensibilisés et formés : autant de signaux positifs qui dessinent un modèle de conservation inclusif, où les populations locales ne sont plus de simples bénéficiaires, mais des acteurs à part entière de la protection de leur environnement.

275
Ménages
impliqués dans
le projet Elanga

02
Localités
couvertes

334
Parcelles
d'agricultures

5 400
Mètre de Clôture
électrique installée

1,6 TONNE/HA
Production pilote de
manioc à Bomassa

253
Propositions
de microprojets
soumises

06
Groupes
communautaires
créés

PARC NATIONAL DE LOBÉKÉ 

Des solutions concrètes pour protéger les moyens de subsistance

En 2025, les conflits homme-faune autour du Parc National de Lobéké, en particulier les incursions d'éléphants dans les zones agricoles, continuent de représenter un défi majeur pour les communautés riveraines. Dans des localités comme Mambélé et Socambo, plusieurs champs ont été partiellement ou totalement détruits, mettant en évidence la vulnérabilité des moyens de subsistance locaux.

Toutefois, cette pression n'est plus subie de manière passive. Elle est désormais progressivement encadrée par un dispositif structuré, traduisant une évolution notable vers une gestion proactive et organisée de ces conflits.

Un dispositif opérationnel structuré et réactif

La réponse mise en place repose sur un système combinant surveillance, détection et intervention. En 2025, 14 patrouilles de veille communautaire ont été réalisées, permettant d'identifier et de documenter des intrusions effectives d'éléphants dans les zones agricoles. En réponse, trois missions de refoulement ont été conduites, démontrant la capacité du parc à intervenir de manière ciblée et rapide.

Ce dispositif s'appuie également sur l'utilisation d'outils technologiques tels que les caméras-traps et des plateformes de suivi comme EarthRanger, permettant

d'améliorer la détection précoce et la gestion des incidents. L'ensemble traduit une montée en puissance d'un système opérationnel complet, allant de l'anticipation des risques à la gestion active sur le terrain.

Des solutions concrètes pour protéger les moyens de subsistance

Au-delà de la gestion des incidents, des solutions pratiques ont été déployées pour limiter l'impact direct des conflits sur les communautés. L'installation de barrières de piment a permis de protéger efficacement environ 12 hectares de cultures, dont un champ pilote de deux hectares suivi sur plusieurs mois.

L'utilisation de caméras-traps sur les parcelles agricoles a également contribué à mieux comprendre les mouvements de la faune et à anticiper les intrusions. Ces approches, à la fois simples, adaptées et peu coûteuses, démontrent qu'il est possible de réduire significativement les pertes agricoles tout en maintenant la coexistence avec la faune.

Une mobilisation communautaire à l'échelle du territoire

L'efficacité du dispositif repose largement sur l'implication des communautés locales. En 2025, 26 villages ont été mobilisés et 450 personnes sensibilisées aux enjeux de coexistence avec la faune. Une équipe de veille

communautaire composée de six membres a conduit des patrouilles nocturnes régulières, contribuant activement à la surveillance et à la gestion des intrusions.

Des initiatives éducatives, notamment auprès des jeunes, ont également été mises en œuvre afin d'ancrer durablement les pratiques de coexistence. Cette dynamique participative renforce l'appropriation locale des mécanismes de prévention et consolide les relations entre les populations et les gestionnaires du parc.

Un système de gouvernance et de suivi en consolidation

La gestion des conflits s'inscrit dans un cadre plus large de gouvernance participative. La mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes, avec l'enregistrement et le suivi d'une plainte collective sur plusieurs mois, témoigne d'une volonté de structurer la réponse institutionnelle et d'améliorer la transparence.

Par ailleurs, des initiatives telles que la mise en œuvre du MoU entre le MINFOF et les organisations communautaires Baka ont permis de renforcer l'accès des communautés aux ressources et leur participation à la gestion du parc. Des formations, des ateliers de concertation et la structuration d'organisations locales contribuent à consolider un modèle fondé sur le dialogue et l'inclusion.

Conservation et développement : une articulation désormais assumée

L'année 2025 marque également un renforcement du lien entre gestion des conflits et développement communautaire. À travers le projet NaturAfrica, un système de suivi participatif de la faune a été mis en place, avec la formation de gardiens communautaires, renforçant ainsi l'autonomie locale dans la gestion des ressources.

Le programme de Bonus de conservation, doté d'une enveloppe de 10 millions de FCFA, a permis de financer des projets communautaires dans les domaines de l'éducation, de l'agriculture et des infrastructures, établissant un lien direct entre performance en conservation et amélioration des conditions de vie.

En parallèle, l'appui aux coopératives de cacaoculteurs dans le cadre du projet BRIDGE a contribué à structurer la chaîne de valeur, améliorer la transformation locale et faciliter l'accès au microcrédit. La construction d'infrastructures de stockage et la distribution d'équipements

ont renforcé la compétitivité des producteurs, réduisant ainsi la dépendance à l'exploitation des ressources fauniques.

Des résultats intégrés dans une dynamique globale de conservation

Les résultats obtenus s'inscrivent dans une dynamique plus large de sécurisation du territoire. Le parc a atteint une couverture spatiale de 90 %, accompagné d'une réduction de plus de 40 % des pièges entre 2024 et 2025. Par ailleurs, 16 armes et 100 munitions ont été saisies, avec un taux d'incarcération de 60 %, tandis que la participation aux patrouilles transfrontalières du Tri-National de la Sangha a atteint 82 %.

Ces indicateurs montrent que la gestion des conflits homme-faune ne peut être dissociée des efforts globaux de conservation, mais qu'elle en constitue une composante essentielle.

Vers un modèle de coexistence en construction

Les avancées réalisées en 2025 témoignent d'une transforma-

tion progressive de la gestion des conflits homme-faune au Parc National de Lobéké. Ce qui relevait auparavant d'une réaction ponctuelle tend à devenir un système structuré, combinant surveillance, intervention, solutions locales et engagement communautaire.

Cependant, ce modèle reste en construction. Son efficacité à long terme dépendra de sa capacité à être consolidé, étendu à l'ensemble du territoire et soutenu par des mécanismes durables de financement et de gouvernance.

À ce stade, une chose est claire : la coexistence entre les communautés et la faune ne repose pas uniquement sur des mesures techniques. Elle dépend d'un équilibre plus large entre conservation, développement et reconnaissance des réalités locales.

Et c'est précisément cet équilibre que le Parc National de Lobéké commence à structurer.



AIRES PROTÉGÉES DE DZANGA-SANGHA (APDS) 🇨🇩

Cogestion et développement communautaire : des progrès tangibles en 2025

Une dynamique agricole structurée au service de la résilience communautaire

En 2025, les Aires Protégées de Dzanga-Sangha (APDS) ont poursuivi le renforcement de leur stratégie d'appui à l'organisation paysanne, en consolidant un modèle agricole basé sur la durabilité, l'inclusion sociale et la résilience face aux pressions environnementales. Cette approche vise à améliorer les moyens de subsistance des communautés tout en limitant les impacts sur les écosystèmes protégés.

Lancement de la campagne agricole 2025 : Une planification territoriale fondée sur les réalités écologiques

La campagne agricole 2025 a démarré par une mission d'identification des bénéficiaires menée du 27 février au 5 mars dans douze villages des APDS. Cette phase a permis de sélectionner de nouveaux producteurs et de mieux

cibler les zones d'intervention en fonction des contraintes locales. Elle a été suivie d'une opération de géoréférencement des parcelles du 24 mars au 2 avril, garantissant un suivi rigoureux de l'utilisation des terres agricoles, exclusivement situées sur des jachères anciennes afin de limiter la pression sur les forêts.

L'analyse territoriale a conduit à une décision stratégique forte : concentrer les activités agricoles dans les zones Nord et Sud, tout en suspendant temporairement l'appui en semences dans les villages du centre, fortement exposés aux conflits homme-faune. Cette réorientation illustre une volonté de concilier production agricole et conservation, en adaptant les interventions aux réalités du terrain.

Un mécanisme innovant de banque de semences

Le modèle adopté repose sur un système circulaire de gestion

des semences. Les bénéficiaires reçoivent des intrants en début de campagne et s'engagent à restituer une quantité équivalente après récolte. Cette approche permet de constituer des banques de semences villageoises durables et d'assurer la continuité des cycles agricoles.

En 2025, 179 bénéficiaires ont été appuyés dans douze villages, avec une distribution totale de plus de 305 Ngawi d'arachides et 280,5 kg de maïs. Une part significative de ces semences, soit environ 180 Ngawi d'arachides et 131 kg de maïs, provenait des remboursements de la campagne précédente, démontrant l'efficacité progressive du mécanisme.

Par ailleurs, les superficies agricoles identifiées atteignent 381 hectares cumulés, impliquant une diversité d'acteurs, dont des communautés Bilo, Ba'Aka et Peuls, avec une attention particulière portée à l'inclusion des populations autochtones.

Diversification agricole et sécurisation des productions

: L'introduction du manioc et de l'igname comme leviers de résilience

Au-delà des cultures de base, le programme a renforcé la diversification agricole. Une opération de distribution de boutures de manioc, menée en juin 2025, a permis de fournir 1 426 bottes à 179 bénéficiaires. Cette initiative a été couplée à une valorisation des performances agricoles, avec la récompense de 58 meilleurs producteurs de la campagne précédente, contribuant à renforcer la motivation et l'adhésion communautaire.

En parallèle, un projet pilote de culture d'ignames a été lancé dans quatre villages, avec l'acquisition et la distribution de plus de 1 400 semences à 35 bénéficiaires. Cette introduction vise à élargir les options alimentaires et

économiques des communautés, tout en réduisant leur vulnérabilité face aux aléas climatiques et économiques.

Renforcement des infrastructures communautaires: Des greniers pour sécuriser les acquis agricoles

L'année 2025 a également été marquée par la construction de deux greniers communautaires dans les villages de Kounda-papaye et Bomandjokou. Ces infrastructures répondent à un enjeu critique de stockage et de sécurisation des semences, tout en favorisant l'émergence de systèmes de gestion collective.

La mise en place de comités locaux de gestion dans chaque village traduit une volonté d'appropriation par les communautés, condition essentielle à la pérennité du dispositif. Ces greniers constituent ainsi un maillon clé dans la structuration d'une écon-

omie agricole locale plus stable et autonome.

Une approche intégrée au service du développement durable

L'ensemble des actions menées en 2025 confirme la pertinence d'une approche intégrée combinant appui technique, structuration communautaire et adaptation aux contraintes écologiques. En articulant production agricole, gestion des ressources naturelles et inclusion sociale, le programme contribue à réduire la pression sur les aires protégées tout en améliorant les conditions de vie des populations.

À terme, cette dynamique pose les bases d'un modèle reproductible de développement rural durable dans les paysages de conservation d'Afrique centrale, où la sécurité alimentaire et la protection des écosystèmes ne sont plus opposées, mais pensées comme complémentaires.

AIRES PROTÉGÉES DE DZANGA SANGHA 

Justice, dignité et conservation : les APDS renforcent la protection des droits communautaires en 2025

En 2025, les Aires Protégées de Dzanga-Sangha ont poursuivi leurs actions en faveur des droits communautaires à travers le Centre des Droits de l'Homme de Bayanga (CDH). Dans un territoire où les populations autochtones Ba'Aka restent particulièrement vulnérables aux discriminations et à l'exclusion juridique, ce dispositif constitue un pilier essentiel de la stratégie d'inclusion sociale des APDS.

Un Centre pleinement opérationnel

Le CDH a fonctionné tout au long de l'année avec une équipe de sept personnes — un juriste, un assistant responsable, un assistant psychosocial, deux animateurs et deux gardiens —, relayée sur le terrain par 18 moniteurs communautaires formés aux droits de l'homme et présents dans chacun des villages couverts par le projet. Cette architecture à deux niveaux garantit à la fois la qualité des interventions et leur accessibilité pour les populations les plus éloignées.

214 cas de violations traités

L'activité d'assistance juridique et judiciaire constitue le cœur du travail du CDH. En 2025, 214 cas de violations des droits ont été enregistrés, donnant lieu à une prise en charge individuelle. Parmi ceux-ci, 12 plaintes formelles ont été déposées auprès des forces de l'ordre, et 4 présumés auteurs de viol ont été traduits devant le Parquet de Nola. Le recours à la conciliation, privilégié pour préserver le tissu social des communautés, a été particulièrement significatif : sur 198 conciliations engagées, 157 ont abouti. En complément, 44 assistances juridiques directes ont été dispensées et 29 assistances médicales assurées, illustrant l'étendue et la diversité des situations traitées.

Pour s'assurer que les droits sont effective-

ment respectés dans les villages, l'équipe a conduit 120 missions de routine, 11 missions de suivi des plaintes auprès du Tribunal de Grande Instance de Nola, une mission à la Cour d'Appel de Bouar et 8 missions à Berbérati. Cette présence régulière joue un rôle dissuasif essentiel et renforce la confiance des communautés envers les mécanismes de protection.

Sensibiliser pour émanciper

La prévention des violations passe d'abord par la connaissance des droits. En 2025, le CDH a déployé un programme de sensibilisation soutenu : 48 émissions radiodiffusées, 39 causeries éducatives sur les droits humains, 11 causeries psychosociales et 30 campagnes de sensibilisation de masse. Quarante posters ont été affichés dans les communautés, et un atelier de renforcement des capacités des moniteurs communautaires a été organisé en décembre, portant sur les droits humains, la protection de l'enfant et de la femme, l'organisation judiciaire centrafricaine et les techniques de communication communautaire. Le centre a également célébré la Journée Internationale de la Femme, la Journée Internationale des Peuples Autochtones et le 67e anniversaire de la République Centrafricaine — autant de moments forts de mobilisation et de dialogue avec les communautés.

Rendre visibles les invisibles : l'état civil

L'un des défis les plus profonds auxquels font face les communautés autochtones est l'absence de documents d'identité, qui les prive de nombreux droits fondamentaux. En 2025, le CDH a enregistré et transmis 288 déclarations de naissance aux services d'état civil de Bayanga et Salo, aboutissant à la délivrance de 87 actes de naissance et 100 jugements supplétifs. Par ailleurs, 50 cartes nationales

d'identité ont été obtenues. Ces démarches restituent à des personnes leur existence juridique et leur ouvrent l'accès aux services publics, à la participation électorale et au libre déplacement — des droits que beaucoup n'avaient jamais pu exercer.

Gestion des plaintes et soutien psychosocial

Le Secrétariat Permanent du Mécanisme de Gestion des Plaintes a enregistré 78 plaintes, dont 69 ont été résolues, soit un taux de résolution de 92 %. En

parallèle, le service d'assistance psychosociale a accompagné 95 personnes victimes de violences basées sur le genre — violences physiques, émotionnelles, viols et harcèlement sexuel sur mineures —, avec 33 médiations abouties et des sensibilisations spécifiques menées via des émissions radio.

Conservation et droits humains : un équilibre indispensable

Le bilan 2025 du CDH illustre une conviction fondatrice des APDS : une conservation durable ne peut se construire sans le respect

de la dignité et des droits des populations riveraines. En traitant 214 cas de violations, en accompagnant 95 victimes de violences, en restituant une identité civile à des centaines de personnes et en formant des moniteurs communautaires, le CDH tisse chaque jour le lien de confiance indispensable entre les communautés et les gestionnaires du parc. C'est dans cet équilibre entre protection de la nature et protection des personnes que réside la durabilité du modèle des APDS.

PARC NATIONAL DE NOUABALE-NDOKI 

Promotion des droits de l'homme et des peuples autochtones au PNNN : Bilan 2025

Des sauvegardes sociales au service des communautés les plus vulnérables

La Fondation Nouabalé-Ndoki (FNN) inscrit la promotion des droits de l'homme et des peuples autochtones comme un axe fondamental de sa stratégie de développement communautaire. En 2025, deux chantiers principaux ont structuré cette activité : la mise en œuvre opérationnelle du Mécanisme de Règlement des Griefs (MRG) et le projet d'appui à l'accès à la citoyenneté pour les membres des communautés Ba'aka, notamment par l'obtention d'actes de naissance. Si le premier a enregistré des avancées concrètes, le second se heurte encore à des obstacles administratifs significatifs.

Le Mécanisme de Règlement des Griefs : une écoute formalisée

Le MRG est un dispositif conçu pour permettre aux membres des communautés locales et des populations autochtones (CLPA) de signaler, de manière sécurisée et accessible, toute préoccupation, plainte ou grief lié aux activités du parc ou à ses impacts sur leur vie quotidienne. En 2025, sa mise en œuvre opérationnelle s'est poursuivie avec le déploiement de matériel concret dans les communautés de Bomassa et Makao : boîtes à griefs, téléphones portables et cartes SIM ont été remis aux points focaux commu-

nautaires désignés.

En collaboration avec le personnel DevCo, ces points focaux ont choisi les emplacements des boîtes à griefs dans leurs villages respectifs. Les principes de fonctionnement du mécanisme et le rôle de chaque acteur ont également été rappelés et expliqués à l'ensemble de la communauté, dans un souci de transparence et d'appropriation collective.

Une évaluation terrain révélatrice

Après plusieurs mois de phase de test, la conseillère en sauvegarde sociale et en genre s'est rendue sur le terrain en avril et mai 2025 pour évaluer concrètement le fonctionnement du MRG. Elle a visité les villages de Makao, Bomassa et Kabo, avec pour objectif de vérifier la compréhension du mécanisme par ses utilisateurs potentiels : quels types de griefs peuvent être soumis, par quels canaux, et quels sont les rôles et responsabilités des points focaux communautaires.

Les conclusions de cette évaluation sont globalement positives. Le mécanisme a été jugé adapté aux réalités du contexte local et aux besoins spécifiques des peuples autochtones et des communautés locales dans les zones concernées. Néanmoins, des améliorations restent nécessaires, notamment en termes d'accessibilité pour les populations les plus éloignées ou

les moins alphabétisées, et de traitement des cas sensibles, qui requièrent des procédures de confidentialité renforcées.

Au total, ces réunions d'évaluation et de sensibilisation ont touché 254 personnes réparties dans les trois villages : 119 à Makao, 85 à Bomassa et 50 à Kabo (noté 63 dans certaines parties du rapport). La répartition par genre et groupe ethnique reflète la diversité des communautés : 64 femmes autochtones, 51 femmes bantoues, 64 hommes autochtones et 75 hommes bantous.

L'accès à la citoyenneté pour les Ba'aka : des progrès lents face aux obstacles administratifs

Le second volet de cette activité concerne le projet d'appui à l'accès à la citoyenneté pour les membres des communautés Ba'aka, un peuple autochtone dont une partie significative ne dispose pas d'actes de naissance officiels. Sans ces documents, ces personnes se trouvent dans une situation d'invisibilité juridique qui les prive de nombreux droits fondamentaux : accès aux soins, à l'éducation formelle, à la justice, ou encore à la reconnaissance de leur identité civile.

Le projet repose sur le mécanisme des déclarations tardives de naissance, qui permet de régulariser après coup la situation de personnes qui n'ont pas été enregistrées à la naissance. En

2025, les avancées ont été réelles mais insuffisantes face à l'ampleur des obstacles rencontrés dans les administrations publiques.

Pour le département de la Sangha, les trois quarts des 194 réquisitions ont été produites et transmises à la sous-préfecture de Kabo en vue de la délivrance des actes de naissance. Pour le département de la Likouala, la totalité des 346 demandes ont été soumises à la sous-préfecture compétente.

Une mission de suivi à Impfondo

En décembre 2025, l'équipe Dev-Co du parc a effectué une mission de suivi à Impfondo pour identifier les blocages et examiner les moyens d'y remédier. Cette démarche

proactive a permis d'établir un dialogue direct avec les autorités locales. Le sous-préfet a demandé à l'équipe de collaborer avec les Affaires sociales, qui devront valider les réquisitions avant leur transmission officielle à la sous-préfecture. Cette étape supplémentaire, non anticipée initialement, explique une partie des retards constatés et oriente la stratégie pour 2026.

Un engagement pour la dignité et l'inclusion

Le bilan 2025 de l'Activité 203 illustre à la fois les avancées accomplies et la complexité des enjeux liés aux droits des populations les plus vulnérables. Le MRG est désormais ancré dans

le quotidien des communautés de Bomassa, Makao et Kabo, et sa phase d'amélioration continue permettra de renforcer son efficacité. Le projet de citoyenneté pour les Ba'aka progresse, même si les lourdeurs administratives ralentissent un processus dont l'enjeu humain est considérable.

Ces actions, menées avec patience et méthode, affirment une conviction centrale de la FNN : une conservation véritablement durable ne peut se faire sans le respect des droits et de la dignité des communautés qui vivent au cœur ou aux abords du parc. Rendre visibles ceux qui ne le sont pas, donner une voix à ceux qui en sont privés — c'est aussi cela, protéger la forêt de Nouabalé-Ndoki.



PARC NATIONAL DE LOBÉKÉ 

Des initiatives concrètes au service des populations

En 2025, le Parc National de Lobéké a poursuivi et intensifié ses actions en faveur des communautés riveraines, à travers un ensemble d'initiatives couvrant la gouvernance locale, la sécurité alimentaire, l'éducation, le bien-être et les droits humains.

Des communautés mieux outillées pour gérer leurs ressources

Dans le cadre du programme financé par le GEF, les Comités de Valorisation des Ressources Forestières (COVAREF) des Zones d'Intérêt Cynégétique à Gestion Communautaire (ZICGC) ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités. Une formation pratique de six jours, appuyée par une dotation en matériel de collecte — GPS, smartphones, boussoles, tentes —, leur a permis d'assurer eux-mêmes un suivi régulier de la faune et des activités humaines, renforçant ainsi leur autonomie dans la gestion durable des forêts communautaires.

Parallèlement, le Bonus de conservation, lancé en 2023, a continué de produire ses effets. Les villages ont été évalués par une commission mixte réunissant le PNL, les COVAREF et ASBABUK, avec à la clé une cagnotte de 10 mil-

lions de FCFA répartie selon les performances enregistrées. Les projets communautaires retenus — portant sur l'éducation, la culture, l'accès à l'énergie, l'eau, les infrastructures, l'agriculture et la transformation — seront distribués début 2026. Cette approche incitative démontre que la conservation de la faune peut générer des bénéfices socio-économiques concrets et durables pour les populations locales.

Les femmes Baka, actrices de leur sécurité alimentaire

Lancée en 2021 avec l'appui du PNL et du WWF, l'initiative des champs communautaires de manioc des femmes Baka autour de Salapoumbé a connu en 2025 une relance significative après une phase de ralentissement en 2024 liée à des difficultés de gouvernance. Sur les huit hectares aménagés — à raison de deux hectares par communauté —, les activités ont repris avec des récoltes effectives et une forte appropriation communautaire. Cette dynamique positive préfigure une analyse de capitalisation prévue en 2026, qui permettra d'identifier les facteurs de réussite et d'étendre ce modèle à d'autres communautés riveraines du parc.

L'éducation, un investissement pour les générations futures

En matière d'éducation, le Parc National de Lobéké, avec l'appui de la FTNS, a soutenu 49 maîtres-parents dans 33 établissements scolaires de Salapoumbé et Moloundou, au bénéfice de 375 élèves vulnérables — dont 318 issus des communautés Baka et 57 des communautés Bantou. Les appuis couvrent les allocations, les frais d'examens et les contributions aux associations de parents d'élèves, tandis qu'un suivi individualisé des élèves performants jusqu'à l'université a été mis en place. Par ailleurs, 51 élèves des communautés périphériques ont participé à un stage de vacances axé sur la conservation, la gestion des parcs et l'écotourisme, ouvrant des perspectives d'insertion future en lien avec les métiers de la nature.

Mieux comprendre le bien-être pour mieux intervenir

En décembre 2025, une mise à jour du Basic Needs Survey (BNS) a été réalisée dans huit communautés riveraines du parc, à travers 36 groupes de discussion inclusifs. Conduite dans le cadre du programme

NaturaAfrica, cette démarche a permis d'identifier les priorités majeures des populations : accès à l'eau potable, activités génératrices de revenus, état civil et intrants agricoles. Ces données actualisées constituent désormais une base de référence partagée pour orienter les interventions de conservation et de développement dans les années à venir.

**Droits humains :
former pour protéger**

Enfin, en mai 2025, un atelier de renforcement des capacités réunissant 80 participants — écogardes, membres des COVILAB, représentants d'ASBABUK, CEFAID et ONDH — a été organisé à Yokadouma.

Financé par WWF, le GEF, la ZSL et l'organisation Noé, en collaboration avec le MINFOF, cet atelier a articulé lutte contre la criminalité faunique et respect des droits des Peuples Autochtones et Communautés Locales (PACL). À travers des présentations théoriques, des plénières et des simulations pratiques, les participants ont acquis des compétences concrètes pour collecter, signaler et traiter les incidents liés au braconnage dans le strict respect des droits humains. Un plan de suivi post-formation a été mis en place pour garantir l'application durable de ces acquis sur le terrain.

QUALITÉ DE VIE & SANTÉ

PARC NATIONAL DE
NOUBALE-NDOKI



Améliorer les conditions de vie des populations riveraines

3514

consultations
réalisées

03

relais
communautaires
formés

319

enfants
vaccinés

02

centres
de santé
soutenus

20

personnes
agées
soutenues

Les centres de santé intégrés (CSI) de Bomassa et Makao ont fonctionné normalement tout au long de l'année 2025, avec une présence du personnel soignant maintenue en moyenne à 30 jours par mois dans chacun des deux établissements. Au total, 3 084 consultations médicales gratuites ont été dispensées : 2 143 à Bomassa et 941 à Makao, réparties entre hommes et femmes des communautés Bantou et Autochtones. Les pathologies les plus fréquemment traitées ont été le paludisme, les états grippaux et les dermatoses.

Renforcement des capacités médicales

En janvier, l'équipe DevCo a remis au CSI de Bomassa un don important d'équipements médicaux financé par le FTNS, comprenant du matériel d'échantillonnage et d'analyse. Des équipements complémentaires, dont des microscopes, ont été acquis grâce à des fonds supplémentaires du FDV. Ces acquisitions ont permis au CSI de Bomassa d'ouvrir officiellement son propre laboratoire d'analyses médicales en mai 2025, une avancée majeure pour l'autonomie diagnostique du centre.

Par ailleurs, avec le financement de l'Union européenne, des travaux d'extension des deux centres de santé sont prévus,

assortis de l'installation de panneaux solaires et d'un système d'eau courante. Au cours du premier semestre, l'équipe DevCo a engagé des concertations avec les autorités sanitaires du département de la Sangha afin d'obtenir leur accord sur ces projets d'envergure.

Vaccination : une couverture exemplaire

La campagne de vaccination a enregistré des résultats remarquables en 2025. Le CSI de Bomassa a administré 319 vaccins, tandis que le CSI de Makao en a délivré 647, couvrant également les enfants de Bangui Motaba. Le succès de la campagne de Bomassa est tel que des habitants de Kabo se déplacent désormais pour y accéder. Point particulièrement notable : 100 % des nouveau-nés de Bomassa et de Makao ont reçu leurs vaccins dans les délais requis.

Sensibilisation communautaire

Appuyés par l'équipe DevCo, les deux centres ont organisé plusieurs séances de sensibilisation à l'intention des communautés locales, portant notamment sur les bienfaits de la vaccination infantile et du planning familial. Le détail de l'ensemble de ces séances figure en Annexe 2 – Résumé annuel des sessions de sensibilisation.

Initiative dentaire : la mission Smile Star Charity

En avril, l'ONG Smile Star Charity, composée de dentistes bénévoles, est intervenue dans le Nord du Congo pour offrir des soins dentaires gratuits à des centaines de personnes. Organisée en collaboration avec les partenaires CIB et Kamba, cette mission a permis de traiter les caries et de soulager la douleur de 148 patients de Bomassa, Kabo et du personnel du parc.

Ressources humaines et aide sociale

Sur le plan du personnel, un agent de santé communautaire du CSI de Bomassa a fait l'objet d'un licenciement prononcé par la Directrice Département-

tale des Soins et Services de Santé de la Sangha. Le centre demeure néanmoins bien pourvu, avec un chef de centre, une sage-femme et un volontaire en charge de la pharmacie.

Enfin, dans le cadre du programme d'aide aux personnes en situation économique précaire, 10 personnes âgées à Bomassa et 10 à Makao continuent de bénéficier de dons réguliers de vivres de première nécessité, témoignant de l'engagement social constant du programme envers les membres les plus vulnérables des communautés riveraines.

200
personnes
sensibilisées

06
localités
couvertes

14
relais
communautaires
formés

01
laboratoire en
construction

200
personnes
sensibilisées

06
localités
couvertes

14
relais
communautaires
formés

LES AIRES PROTÉGÉES
DE DZANGA SANGHA



Les APDS renforcent l'accès aux soins en 2025

2091

consultations
réalisées

148

consultations
prénatales

319

enfants
vaccinés

01

centre
de santé
renforcé

06

villages
couverts par
la clinique
mobile

En 2025, les Aires Protégées de Dzanga-Sangha (APDS) ont consolidé leur engagement en faveur de la santé communautaire, en intégrant pleinement les enjeux sanitaires dans leurs stratégies de conservation. Dans un territoire marqué par l'isolement géographique et la faiblesse des infrastructures, les interventions menées ont permis d'améliorer significativement l'accès aux soins, tout en renforçant les capacités locales selon les principes de l'approche One Health – qui reconnaît l'interdépendance entre santé humaine, animale et environnementale.

Une clinique mobile au service des zones enclavées

L'avancée la plus structurante de l'année a été le déploiement d'une clinique mobile, formalisé par la signature, le 9 septembre, d'un accord de partenariat entre le Ministère de la Santé et les APDS. Lancée dès juin à travers une phase pilote ciblant six villages prioritaires – dont quatre totalement dépourvus de structures sanitaires –, la clinique a rapidement démontré sa pertinence. Sur six mois d'activité, elle a

réalisé 2 091 consultations médicales, avec une montée en puissance rapide : 214 en juin, puis 1 877 entre juillet et décembre. Les groupes les plus vulnérables ont été prioritairement touchés, notamment les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes, avec 148 consultations prénatales enregistrées.

Les pathologies les plus fréquemment rencontrées – paludisme, maladies diarrhéiques et affections dermatologiques – reflètent des problèmes structurels liés à l'accès à l'eau potable, de nombreux villages dépendant encore de sources non sécurisées. La fréquentation plus élevée dans certains villages confirme par ailleurs un constat simple mais fondamental : la proximité des services de santé détermine directement le recours aux soins.

Des défis opérationnels persistants

Malgré ces résultats encourageants, le dispositif se heurte à des contraintes réelles. Le suivi des patients référés vers l'Hôpital Secondaire de Bayanga (HSB) reste difficile, les contraintes économiques des

familles entraînant parfois des abandons de traitement. La mobilité des populations complique le suivi des pathologies chroniques comme la tuberculose et la lèpre — un premier cas de tuberculose résistante ayant été détecté en décembre 2025. Certains cas médicaux complexes, relevant de la chirurgie spécialisée ou de pathologies nécessitant un plateau technique avancé, dépassent également les capacités du dispositif mobile, soulignant la nécessité de développer des partenariats spécialisés et des mécanismes de financement adaptés.

Renforcement du système de santé local

En parallèle, les APDS ont renforcé leur collaboration avec l'Hôpital Secondaire de Bayanga, se traduisant par une meilleure coordination des équipes, une participation active aux activités cliniques et un accompagnement dans la gestion des urgences. Entre juillet et décembre 2025, 116 consultations supplémentaires ont été réalisées au sein de l'établissement. Un effort particulier a été consacré à l'amélioration du système de collecte et de gestion des données sanitaires, grâce à des réunions conjointes de validation et de triangulation des informations. La rupture régulière de médicaments essentiels demeure cependant une contrainte majeure pour la continuité des soins.

Gestion de l'épidémie de monkeypox

L'année 2025 a également été marquée par la gestion de l'épidémie de Monkeypox. Dès la confirmation des premiers cas, une cellule technique d'urgence a été mise en place, réunissant les acteurs clés du système de santé local. Des missions conjointes ont été déployées dans les villages affectés pour identifier les zones à risque, sensibiliser les populations et assurer le suivi des contacts.

L'appui des partenaires en équipements de protection et en soutien nutritionnel a permis de renforcer la réponse locale, démontrant la capacité des APDS à mobiliser rapidement des ressources en situation d'urgence.

Des investissements structurants

L'un des jalons majeurs de l'année a été l'inauguration officielle, en novembre, du nouveau bâtiment d'hospitalisation de l'Hôpital de Bayanga, financé avec le soutien de l'Union européenne et de la FTNS. Comprenant un service de pédiatrie renforcé, une unité de néonatalogie — première du district —, un service de médecine interne élargi et une salle de formation, cet équipement représente un investissement stratégique majeur

région. Par ailleurs, la mise à disposition d'une ambulance, la distribution de moustiquaires et la maintenance d'équipements biomédicaux ont contribué à améliorer les capacités opérationnelles globales du système de santé local.

Vers un modèle intégré de santé et de conservation

Les résultats de 2025 confirment la pertinence d'une approche qui place la santé des communautés au cœur des stratégies de conservation. En améliorant l'accès aux soins et en intégrant les populations dans les dispositifs de surveillance sanitaire, les APDS contribuent à réduire les vulnérabilités tout en renforçant l'adhésion des communautés aux objectifs de protection de la biodiversité. La pérennisation de ces acquis nécessitera des investissements supplémentaires dans les infrastructures, les ressources humaines et les mécanismes de financement — mais l'expérience accumulée offre d'ores et déjà un modèle pertinent de convergence entre santé publique et conservation durable.

le Programme One Health **en 2025**

En 2025, le Programme One Health soutenu par la FTNS a franchi un cap décisif en consolidant une approche intégrée de la santé à l'échelle du paysage trinational de la Sangha. Dans un contexte marqué par la circulation du Mpox en République centrafricaine et les risques persistants de transmission entre faune sauvage, animaux domestiques et populations humaines, les interventions ont articulé prévention communautaire, surveillance sanitaire et renforcement des capacités locales. L'action conjointe entre les segments du Cameroun (Lobéké), du Congo (Nouabalé-Ndoki) et de la RCA (APDS) a permis d'ancrer progressivement une réponse coordonnée, appuyée par des dispositifs d'alerte communautaire, des outils de collecte de données et des mécanismes de partage d'informations sanitaires entre partenaires. En parallèle, des investissements structurants ont été réalisés dans les infrastructures, avec la mise en place progressive de laboratoires d'analyse dans chaque parc, soutenus par la FTNS avec l'appui de la coopération allemande, renforçant ainsi les capacités locales de diagnostic

et de réponse. Cet appui s'est également traduit par la prise en charge de personnel technique et le financement des coûts liés aux opérations d'échantillonnage, garantissant la continuité et la fiabilité du dispositif de surveillance.

Parallèlement, le Wildlife Health Program a intensifié la surveillance épidémiologique et écologique, combinant suivi des grands singes, analyse des carcasses animales et déploiement de technologies de diagnostic rapide sur le terrain. Les résultats obtenus – absence de détection de pathogènes majeurs, montée en puissance des capacités locales et forte appropriation communautaire des messages de prévention – témoignent d'un système en structuration, encore perfectible mais désormais opérationnel. Cette dynamique est renforcée par la structuration de réseaux communautaires, la montée en puissance des dispositifs de surveillance participative et l'institutionnalisation de la coordination transfrontalière, posant les bases d'un dispositif régional robuste de prévention et de riposte aux zoonoses.

+4900

personnes sensibilisées

03

laboratoires construits

12

carcasses analysées

516

échantillons biologiques collectés

07

étudiantes universitaires prises en charges

03

parcs soutenus

26

animaux vaccinés contre la rage

173

personnes formés

PARC NATIONAL DE LOBEKE

Sensibiliser, structurer, surveiller : une approche intégrée et opérationnelle

200
personnes
sensibilisées

06
localités
couvertes

14
relais
communautaires
formés

01
laboratoire en
construction

04
campagnes
menées

04
campagnes
menées

Face aux risques de transmission de maladies entre faune sauvage, animaux domestiques et populations humaines, le Programme One Health a poursuivi en 2025 la mise en œuvre d'une approche intégrée articulée autour de la sensibilisation des communautés, du renforcement des capacités locales et de la structuration de dispositifs de surveillance et de riposte.

Dans un contexte marqué par la circulation du Mpx en République centrafricaine, les interventions ont été déployées à l'échelle transfrontalière, notamment entre les segments du Cameroun (Lobéké) et du Congo (Nouabalé-Ndoki), avec une réunion organisée à Bomassa.

Sensibilisation des populations : couverture élargie et appropriation des messages

Les activités de sensibilisation ont été déployées dans six localités et ont permis de toucher directement 200 participants. Les messages ont porté sur les zoonoses, les comportements à risque et les mesures de prévention à adopter.

Au total, quatre actions de sensibilisation ont été réalisées, avec une attention particulière portée à l'utilisation des langues locales afin de

garantir l'accessibilité des contenus auprès des communautés riveraines, notamment les groupes autochtones.

Les résultats indiquent un niveau élevé d'appropriation, avec 99 % des participants ayant jugé les sessions utiles et pertinentes. Ces activités ont été conduites en collaboration avec des acteurs institutionnels et communautaires, contribuant à renforcer la diffusion des messages au-delà des participants directs.

Renforcement des capacités locales et dispositifs communautaires

Le programme a permis de structurer un réseau de 14 relais communautaires chargés de diffuser les informations et de remonter les alertes sanitaires.

Un système d'alerte communautaire a été mis en place dans 7 villages autour du parc, permettant la notification rapide des cas suspects, notamment en cas d'observation d'animaux morts en forêt. Afin de soutenir ce dispositif, des crédits de communication ont été fournis aux relais pour faciliter la transmission des informations.

En complément, un outil de collecte des données a été déployé dans 6 villages, contribuant à améliorer la centralisation et le suivi des informations liées aux zoonoses.

Structuration du plan de riposte et coordination transfrontalière

Un plan de riposte contre les zoonoses, élaboré en 2024 lors d'un atelier à Bertoua, a été vulgarisé en 2025 dans 7 villages autour du parc.

Cette phase de diffusion s'est accompagnée d'un renforcement des capacités des relais communautaires afin de rendre ce plan opérationnel au niveau local.

Dans un contexte marqué par la présence de cas de Mpox en République centrafricaine, une mission conjointe entre les segments Cameroun et Congo a été organisée dans le paysage du parc national de Nouabalé-Ndoki. Cette mission a permis d'engager des discussions sur la mise en place d'un plan de riposte harmonisé à l'échelle transfrontalière.

Infrastructures et capacités de réponse

En parallèle des actions communautaires, le programme

a poursuivi la mise en place d'infrastructures dédiées à la gestion des zoonoses. La construction du laboratoire a atteint un niveau d'avancement de 90 %, avec une finalisation prévue en février 2026.

Cette infrastructure vise à renforcer les capacités locales de diagnostic, en permettant l'analyse des échantillons et la confirmation des cas suspects, tout en réduisant les délais liés aux transferts vers des centres éloignés.

Surveillance active et premiers résultats

Le dispositif mis en place repose sur l'articulation entre sensibilisation, relais communautaires, système d'alerte et outils de collecte des données.

Sur la période considérée, aucun cas suspect de zoonose n'a été signalé dans les zones couvertes. Ce résultat s'inscrit dans un contexte de renforcement progressif des capacités locales et d'amélioration de la vigilance communautaire.

Une approche One Health en consolidation

Le bilan 2025 du Programme One Health met en évidence une structuration progressive des capacités locales en matière de prévention et de surveillance des zoonoses.

Les interventions ont permis de toucher 200 personnes, de déployer 14 relais communautaires, de couvrir 7 villages avec un système d'alerte fonctionnel et d'équiper 6 villages d'outils de collecte des données. La vulgarisation du plan de riposte et l'avancement de la construction du laboratoire renforcent la cohérence du dispositif.

Ces résultats confirment la pertinence d'une approche intégrée reliant santé humaine, animale et environnementale, tout en soulignant la nécessité de poursuivre les efforts de consolidation, notamment en matière de coordination transfrontalière et de mise en service des infrastructures.

SCANLAF
MARS

AIRES PROTÉGÉES
DE DZANGA SANGHA



une approche intégrée pour la santé des hommes, des animaux et des écosystèmes

937

échantillons
humains
testés pour
la COVID-19

09

carcasses
analysées

140

personnes des
communautés
formées.

26

animaux
domestiques
vaccinés

14

Villages
couverts par
sensibilisation

450

Élèves
sensibilisés

166

Échantillons
faune collectés
(primates)

Dans les paysages forestiers du Tri-National de la Sangha, où populations humaines, faune sauvage et écosystèmes coexistent en étroite proximité, les enjeux sanitaires sont devenus un pilier des stratégies de conservation. La circulation de maladies zoonotiques et l'intensification des interactions homme-faune imposent une réponse intégrée et anticipative. En 2025, les Aires Protégées de Dzanga-Sangha (APDS) ont franchi une étape décisive dans la consolidation du programme One Health, articulé autour de quatre axes complémentaires : diagnostic, surveillance scientifique, mobilisation communautaire et appui à la santé publique.

Un laboratoire de terrain pleinement opérationnel

L'avancée la plus significative de l'année est la mise en service complète du laboratoire One Health des APDS. Les équipements fournis par le Helmholtz Institute for One Health ont été réceptionnés, installés et mis en fonctionnement avec l'appui de techniciens spécialisés, suivie d'une formation approfondie du personnel local. Ce laboratoire permet désormais de réaliser

des analyses moléculaires directement sur le terrain, de conserver les échantillons dans des conditions optimales et de réduire sensiblement les délais de diagnostic. Son inauguration officielle par le Président de la République centrafricaine a consacré son importance stratégique pour la région. Tout au long de l'année, la gestion proactive des équipements a garanti la continuité des activités analytiques.

Surveillance sanitaire de la faune : des signaux à prendre au sérieux

Le suivi sanitaire des primates a constitué un axe prioritaire. Au total, 166 échantillons non invasifs ont été collectés sur différents groupes de gorilles et de cercopithecés, dont le groupe Limo, le groupe Esadu et un groupe en cours d'habituation. Parallèlement, neuf carcasses animales appartenant à diverses espèces ont été prélevées et analysées pour détecter des pathogènes majeurs tels que les filovirus, les orthopoxvirus ou les bactéries responsables de l'anthrax. Aucun résultat positif n'a été enregistré, confirmant l'absence de circulation de ces agents à haut risque

en 2025.

Cependant, la surveillance clinique a mis en évidence plusieurs épisodes de toux au sein des groupes de gorilles, en particulier dans le groupe Limo. Les analyses ont révélé la présence de virus respiratoires – virus respiratoire syncytial et métapneumovirus humain – avec des cas de co-infection. Ces observations illustrent concrètement les dynamiques de transmission potentielles entre humains et grands singes dans les zones d'interface, et soulignent la nécessité d'une vigilance continue.

Un appui décisif à la santé publique locale

Au-delà de la faune, le laboratoire One Health a joué un rôle déterminant dans le renforcement du système de santé local. En 2025, 937 échantillons humains ont été testés pour le dépistage du COVID-19, avec cinq cas positifs confirmés par PCR. Dans le cadre de la surveillance du Mpox, 30 échantillons ont été analysés, dont 20 se sont révélés positifs. Ces résultats ont permis un diagnostic d'orientation rapide avant confirmation par l'Institut Pasteur de Bangui, réduisant ainsi les délais de prise en charge dans un contexte marqué par de fortes contraintes logistiques. Des investigations parallèles sur

les maladies respiratoires humaines, conduites en lien avec les épisodes observés chez les gorilles, ont renforcé l'approche intégrée entre santé humaine et santé animale.

Une surveillance épidémiologique ancrée dans les communautés

Le déploiement du dispositif AVADAR One Health a introduit une surveillance épidémiologique numérique au sein des APDS. Ce système repose sur la formation de relais communautaires, d'agents de santé et d'écogardes, dotés d'équipements adaptés pour la collecte et la transmission des données. Il permet de suivre simultanément un ensemble de maladies prioritaires affectant humains et animaux, et d'assurer une remontée rapide des alertes sanitaires depuis les communautés vers les instances de décision. Ce dispositif renforce la coordination locale et améliore la capacité de réponse face aux risques émergents.

Sensibilisation et prévention : des résultats encourageants

Les actions de sensibilisation ont constitué un levier essentiel. Environ 450 élèves ont été sensibilisés dans les établissements scolaires, avec un taux de compréhension mesuré à 89 %, traduisant l'efficacité des approches pédagogiques

déployées. Des panneaux de prévention ont également été installés dans 14 villages pour diffuser des messages clés sur l'hygiène et la prévention des zoonoses. Sur le terrain, 26 animaux domestiques ont été vaccinés contre la rage et des éleveurs ont bénéficié d'un accompagnement dans la gestion sanitaire de leurs troupeaux, réduisant ainsi les risques de transmission entre animaux domestiques, faune sauvage et populations humaines.

Un modèle en construction pour l'Afrique centrale

En combinant surveillance scientifique, capacités de diagnostic de pointe, mobilisation communautaire et appui à la santé publique, le programme One Health des APDS dessine un modèle opérationnel de gestion intégrée des risques sanitaires pertinent pour l'ensemble du Bassin du Congo. L'intégration des données issues de la faune, des communautés humaines et de l'environnement permet d'anticiper les menaces, de renforcer la résilience des territoires et de soutenir durablement les efforts de conservation dans l'un des écosystèmes forestiers les plus précieux de la planète.

PARC NATIONAL DE NOUABALE-NDOKI



Santé animale et One Health : Avancées en 2025

Nouveau laboratoire
One Health de Bomassa
©FTNS/Watsop.E

4727

personnes
sensibilisées

07

maladies
surveillées

3722

scan de santé
effectués sur
les gorilles et
chimpanzés

01

laboratoire

38

personnes
formées aux
premiers
secours

19

agents
formés

12

carcasses
testées

En 2025, le Wildlife Health Program (WHP) a poursuivi et intensifié ses activités de surveillance sanitaire, couvrant à la fois la santé des grands singes, la détection des maladies sur les carcasses animales et la sensibilisation des communautés riveraines.

Renforcement des capacités diagnostiques sur le terrain

L'équipe du WHP a continué à former les équipes de terrain des trois sites de recherche du PNNN à l'utilisation du Biomeme Thermocycleur, un appareil PCR portable permettant des tests de dépistage rapides directement sur le terrain. En 2025, un appareil a été déployé sur chacun des trois sites, et 19 personnes au total — dont deux autochtones et des agents féminins — ont été formées à son utilisation. Cette avancée permettra d'accélérer significativement le dépistage d'Ebola sur les carcasses d'animaux découvertes à proximité des sites de recherche.

Suivi sanitaire des grands singes et collecte d'échantillons

À Mondika et Goualougo, l'équipe a réalisé 2 258 scans de santé pour les gorilles et 1 464 pour les chimpanzés. Au total, 516 échantillons ont été collectés sur les deux sites en vue d'analyser la présence de parasites et d'agents pathogènes dans ces populations. Par ailleurs, 12 carcasses d'animaux — gorilles,

chimpanzés, éléphants, buffles, singes et civettes — ont été échantillonnées et testées pour détecter la présence d'Ebola, d'anthrax et de Mpox, à la fois sur le terrain avec des tests portables et en laboratoire par PCR au Laboratoire National de Santé Publique. Tous les résultats se sont révélés négatifs.

L'assistant de laboratoire de Bomassa a apporté un soutien précieux à ces opérations, assurant l'échantillonnage des carcasses, le suivi sanitaire des perroquets ainsi que la gestion et l'inventaire des échantillons. Un bon de commande pour un système solaire destiné au laboratoire a également été préparé, afin de garantir des conditions de stockage et de conservation adaptées à long terme.

Sensibilisation communautaire

Au cours de la période couverte par le rapport, l'équipe du WHP a mené 12 missions de sensibilisation dans les communautés du nord du Congo, atteignant un total de 4 727 personnes. Cinq de ces missions ont été conduites conjointement avec la CIB, Sangha Music et un agent du ministère de la Santé, couvrant 47 villages. Trois autres missions ont été réalisées en partenariat avec l'équipe de la Réserve communautaire du Lac Télé dans 29 villages, centrées sur le Mpox et le renforcement du réseau de surveillance

communautaire dans le paysage Ndoki-Likouala. Toutes ces missions visent également à consolider le réseau participatif de surveillance de la mortalité de la faune sauvage dans ce paysage.

Renforcement de la collaboration One Health

L'année 2025 a marqué une étape importante dans le renforcement de la dynamique One Health à l'échelle régionale et nationale. Les données de surveillance de sept maladies prioritaires – Ebola, Mpox, anthrax, choléra, pian, fièvre jaune et COVID-19 – sont désormais partagées trimestriellement en-

tre les partenaires du paysage TNS. Des réunions trimestrielles regroupant le personnel de TNS One Health, du Congo, du Parc National de Lobeke et du WWF Bayanga se tiennent régulièrement par visioconférence. En octobre, une première mission conjointe trinationale One Health a été réalisée dans le nord du Congo avec les partenaires camerounais de Lobeke.

En août et septembre, deux ateliers sur le suivi sanitaire de la faune ont été organisés à Ouesso et à Impfondo, réunissant au total 56 représentants du gouvernement, du secteur privé et de la société civile. Ces ateliers ont mis en lumière la nécessité

d'élargir la collaboration aux ministères de l'Agriculture, de l'Environnement et aux sociétés forestières de la Sangha.

Enfin, en novembre, un atelier national One Health a été organisé à Brazzaville en collaboration avec le programme SWM et le ministère de l'Économie forestière, réunissant 39 participants issus de multiples secteurs. Parmi les recommandations formulées figurent l'amélioration de la sécurité sanitaire de la viande de brousse et l'élaboration d'une feuille de route pour lutter contre les maladies zoonotiques.

Le suivi écologique du TNS en 2025

En 2025, les activités de recherche et de suivi écologique menées dans le paysage du Tri-National de la Sangha (TNS) ont confirmé le rôle central de la donnée scientifique dans la gestion adaptative des aires protégées. Au sein du Parc National de Lobéké, du Parc National de Nouabalé-Ndoki et des Aires Protégées de Dzanga-Sangha, les équipes ont renforcé les dispositifs de monitoring écologique à travers des inventaires fauniques, le suivi des clairières forestières, l'utilisation de caméras-pièges, d'unités acoustiques et de plateformes numériques de gestion des données telles qu'EarthRanger et Global Forest Watch. Ces efforts ont permis d'améliorer la compréhension des dynamiques de la faune, des pressions anthropiques et des interactions entre activités humaines et écosystèmes forestiers, tout en renforçant la capacité de réaction des équipes de conservation face aux menaces.

L'année a également été marquée par une intensification des collaborations scientifiques et du renforcement des capacités locales. Les trois parcs ont accueilli plusieurs missions de recherche, des formations techniques et des activités de collecte d'échantillons biologiques et environnementaux dans le cadre des approches de surveillance écologique et sanitaire. Les données produites orientent désormais plus directement la planification des patrouilles, l'identification des zones prioritaires et les stratégies de gestion des habitats et des espèces emblématiques, notamment les éléphants de forêt et les grands singes. Malgré des défis persistants liés aux capacités techniques, aux équipements et à la coordination des systèmes de données, les avancées enregistrées en 2025 traduisent une montée en puissance du dispositif scientifique du TNS et consolident les bases d'une conservation plus proactive, intégrée et durable.





Consolider la base scientifique pour une gestion adaptative des écosystèmes

En 2025, les Aires Protégées de Dzanga-Sangha (APDS) ont poursuivi la mise en œuvre de leur programme de recherche, de suivi écologique et de gestion forestière, avec un objectif clair : renforcer la production de données fiables pour orienter les décisions de gestion et améliorer l'efficacité des actions de conservation.

Dans un contexte caractérisé par des pressions croissantes sur les écosystèmes forestiers, notamment le braconnage, l'exploitation des ressources et les interactions homme-faune, ces activités constituent un socle essentiel pour une gestion basée sur l'évidence scientifique. L'année a été marquée par un renforcement des dispositifs de collecte de données, une intensification des collaborations scientifiques et une meilleure structuration des systèmes de monitoring.

Renforcement des activités de recherche scientifique

Les APDS ont consolidé en 2025 leur rôle de site de référence pour la recherche scientifique dans le bassin du Congo. Menés en collaboration avec plusieurs partenaires techniques et institutions scientifiques, les travaux

ont porté sur l'étude de la biodiversité, le suivi des espèces emblématiques et l'analyse des interactions entre activités humaines et écosystèmes. Le site de Dzanga Bai a continué de constituer un point focal de ces recherches : sa forte concentration de faune, notamment les éléphants de forêt, en fait un terrain d'observation privilégié dont les données alimentent des séries temporelles à long terme, permettant de suivre les tendances de fréquentation des espèces et d'identifier les variations comportementales.

Au-delà de la production de connaissances, ces activités ont contribué à renforcer les capacités scientifiques locales. L'appui de partenaires internationaux, à travers des missions d'expertise ciblées, a permis aux équipes des APDS de monter en compétence en matière de recherche, d'analyse et de mise en œuvre de protocoles scientifiques rigoureux. Ces collaborations constituent un investissement durable, essentiel pour assurer la qualité et la continuité des données produites sur ce territoire, et pour mieux anticiper les changements écologiques à venir.

Suivi écologique et systèmes de monitoring

En 2025, le monitoring écologique a constitué un axe opérationnel majeur pour les APDS. Les équipes de terrain ont collecté des données régulières sur la présence des espèces, les indices d'activités animales et les traces d'activités humaines illégales, permettant d'identifier les zones à forte pression et d'adapter les stratégies de surveillance en conséquence. L'intégration d'outils technologiques tels qu'EarthRanger a considérablement amélioré la centralisation et l'analyse des données, facilitant le suivi en temps réel et renforçant la réactivité des équipes.

Des formations ciblées ont par ailleurs été organisées pour améliorer la qualité de la collecte, notamment en matière de respect des protocoles et d'utilisation des outils numériques. Dans le cadre des activités de surveillance sanitaire et écologique, 36 échantillons fécaux et 340 mouches ont été collectés dans les concessions forestières, contribuant à l'analyse des dynamiques environnementales et sanitaires. Ensemble, ces initiatives renforcent la

détection précoce des menaces et approfondissent la compréhension des interactions entre faune, environnement et activités humaines.

Intégration des données dans la gestion opérationnelle

En 2025, les APDS ont franchi une étape importante en intégrant progressivement les données de recherche et de monitoring dans leurs processus de décision. Les informations collectées sur le terrain orientent désormais la planification des patrouilles, l'identification des zones prioritaires et l'ajustement des stratégies de gestion, permettant de passer d'une approche réactive à une gestion plus proactive et fondée sur les données.

Cette disponibilité d'informations fiables renforce également la capacité des APDS à rendre compte de leurs actions auprès des partenaires techniques et financiers. Toutefois, cette intégration demeure encore partielle : l'analyse et l'exploitation des données requièrent des compétences techniques spécifiques qui devront être renforcées pour maximiser pleinement l'impact des informations collectées.

Gestion forestière et suivi des activités humaines

Les activités de gestion forestière ont été mises en œuvre en lien étroit avec les dispositifs de monitoring, afin d'assurer une meilleure régulation des usages des ressources naturelles.

Les APDS ont poursuivi leurs efforts pour suivre les activités dans les concessions forestières et les zones périphériques, notamment à travers la collecte de données et la

surveillance des pratiques d'exploitation. Les données collectées dans ces zones permettent de mieux comprendre les impacts des activités humaines sur les écosystèmes et d'identifier les risques potentiels. Elles contribuent également à orienter les actions de sensibilisation et les interventions de gestion.

La gestion forestière s'inscrit ainsi dans une approche intégrée, combinant suivi écologique, surveillance des activités humaines et collaboration avec les acteurs locaux.

Partenariats scientifiques et renforcement des capacités

En 2025, les activités de recherche et de monitoring ont bénéficié d'un appui scientifique significatif. Plusieurs missions d'experts internationaux ont été menées, notamment dans le cadre de l'approche One Health, renforçant les capacités des équipes locales en matière d'analyse de laboratoire, de surveillance clinique et de collecte de données. Au niveau local, des formations organisées à la maison PAPA ont permis de former 11 membres impliqués dans les activités de collecte d'échantillons. Ces initiatives contribuent à renforcer l'autonomie des équipes terrain et à améliorer la qualité des données produites.

Limites et défis

Malgré les progrès accomplis, plusieurs défis persistent. Les capacités techniques et humaines demeurent limitées dans certains domaines, freinant la collecte et l'analyse des données qui requièrent des compétences spécialisées. Sur le plan logistique,

le maintien et le renouvellement des équipements, moyens de transport et outils technologiques nécessaires aux activités de monitoring constituent une contrainte continue.

Enfin, la coordination entre les différents acteurs impliqués dans la recherche, le monitoring et la gestion forestière reste perfectible : une meilleure harmonisation des approches et des outils s'impose pour optimiser pleinement l'exploitation des données collectées.

Conclusion

En 2025, les APDS ont franchi des étapes importantes dans le renforcement de leur dispositif de recherche, de monitoring et de gestion forestière. L'utilisation d'outils technologiques, le renforcement des capacités locales et l'intégration progressive des données dans la prise de décision témoignent d'une évolution vers une gestion plus structurée, proactive et fondée sur les connaissances. Ces avancées confirment la pertinence d'investir dans la production de données et le suivi écologique comme socle d'une conservation durable.

Toutefois, la consolidation de ces acquis exigera un engagement continu. Renforcer les capacités analytiques, améliorer les systèmes de gestion des données et garantir la pérennité des dispositifs de monitoring restent des priorités incontournables pour les années à venir. C'est à cette condition que les APDS pourront pleinement transformer la connaissance produite en actions de conservation efficaces et durables.

PARC NATIONAL DE LOBÉKÉ 

Consolider les fondements scientifiques de la gestion du Parc National de Lobéké

En 2025, le Parc National de Lobéké a poursuivi le renforcement de son dispositif de recherche et de suivi écologique, affirmant davantage la place de la donnée scientifique comme fondement de la gestion adaptative et de la prise de décision en conservation. À travers le déploiement simultané d'observations de terrain, d'outils technologiques et de partenariats scientifiques, le parc a consolidé un système de suivi structuré, couvrant la faune, la flore et les dynamiques d'exploitation des ressources naturelles.

Suivi des populations animales dans les clairières forestières

Le suivi des populations animales s'est appuyé sur l'observation régulière de la faune dans

les clairières forestières (bais), zones stratégiques pour plusieurs espèces emblématiques. Entre avril et décembre 2025, six clairières ont été suivies, mobilisant plus de 600 hommes-jours.

Les observations ont porté sur les éléphants de forêt, les gorilles, les buffles, les bongos ainsi que plusieurs espèces de primates. Cette approche a permis de documenter les variations saisonnières de fréquentation et d'affiner la compréhension des comportements de la faune. Les clairières de Ndangaye et Djangui ont enregistré des niveaux de fréquentation particulièrement élevés, confirmant leur importance écologique dans le fonctionnement de l'écosystème.

Inventaires fauniques et déploiement d'outils technologiques

En parallèle, un vaste processus d'inventaire faunique a été conduit entre mars et décembre. Plus de 200 transects ont été réalisés, complétés par le déploiement de 120 caméras-pièges et de 50 unités acoustiques.

Soutenu notamment par des partenaires techniques, ce dispositif a permis de renforcer la collecte de données standardisées sur la présence et la dynamique des espèces. Il s'est accompagné d'un important effort de renforcement des capacités, avec la formation des écogardes et des communautés locales à l'utilisation de ces outils.

Cette montée en compétence constitue un levier stratégique, en ce qu'elle permet de consolider une base de données fiable et durable, essentielle au suivi à long terme de la biodiversité.

Cartographie des couloirs de déplacement des éléphants

Le suivi des déplacements des éléphants a constitué un axe majeur de l'année. Cinq missions de terrain ont permis de cartographier 12 couloirs de déplacement, dont trois nouveaux, sur un linéaire total de 193 kilomètres.

Ces informations sont essentielles pour anticiper les interactions entre la faune et les activités humaines, notamment dans la gestion des conflits homme-faune. Elles offrent également un outil d'aide à la décision pour l'aménagement du territoire et la planification des interventions de conservation.

Suivi de la dynamique végétale et des écosystèmes forestiers

Le parc a poursuivi l'analyse de la dynamique floristique à travers le suivi de parcelles permanentes. Une parcelle de 900 hectares a permis de documenter les espèces fruitières consommées par les grands singes, mettant en évidence l'importance d'essences telles que le Gambeya.

Par ailleurs, une autre parcelle en cours d'installation vise à suivre l'évolution des peuplements forestiers et des stocks de carbone. Ces travaux renforcent la compréhension des liens entre biodiversité, fonctionnement des écosystèmes et enjeux climatiques.

Suivi du couvert forestier et pressions anthropiques

Le suivi des pressions sur le couvert forestier a été renforcé grâce à l'utilisation d'outils

satellitaires tels que Global Forest Watch. Plus de 25 000 alertes de déforestation ont été analysées à l'intérieur du parc, majoritairement liées à des chablis naturels, sans cas d'infraction détecté.

En périphérie, plus de 212 000 alertes ont été enregistrées. Si une partie correspond à des activités légales, une proportion importante reste à vérifier. La mise en place d'une plateforme d'acteurs dédiée au suivi du couvert forestier améliore la coordination et la réactivité face aux risques de déforestation.

Appui à la recherche académique et production de connaissances

Le parc a poursuivi son ouverture à la recherche académique, en accueillant étudiants et chercheurs travaillant sur des thématiques variées, notamment la perception des dispositifs de surveillance, la dynamique forestière et l'évaluation des outils de gestion.

Ces collaborations permettent d'enrichir les connaissances scientifiques et de renforcer le lien entre recherche appliquée et gestion opérationnelle.

Vers une gestion adaptative fondée sur la donnée

Les avancées réalisées en 2025 traduisent une montée en puissance du dispositif de recherche et de suivi écologique du Parc National de Lobéké. En améliorant la production, la qualité et l'exploitation des données, tout en renforçant les capacités des acteurs locaux, le parc consolide les bases scientifiques nécessaires à une conservation plus efficace, adaptative et durable.

PARC NATIONAL DE NOUABALE-NDOKI 

Un pilier stratégique pour la conservation d'un patrimoine mondial

En 2025, le Parc National Nouabalé-Ndoki (PNNN), situé au nord-est de la République du Congo et composante clé du paysage du Tri-National de la Sangha (TNS), a maintenu un programme de recherche scientifique structurant malgré une réduction budgétaire d'environ 40 %. Cette contraction, liée à la diminution de certains financements internationaux, a constitué un test critique de la résilience du modèle de gestion du parc.

Face à cette contrainte, les activités ont été préservées et ont continué de produire des résultats significatifs, confirmant la solidité institutionnelle du dispositif et la capacité d'adaptation des équipes. La recherche s'est affirmée comme un levier central de la conservation, orientant les décisions, réduisant les risques et optimisant les investissements.

Les connaissances produites au PNNN dépassent le cadre local : elles participent à la préservation d'un bien public mondial et à la protection de la valeur universelle exceptionnelle du site inscrit au patrimoine mondial de l'humanité.

Des programmes scientifiques à portée internationale

Le Goualougo Triangle Ape

Project (GTAP) demeure l'un des piliers de la recherche. En 2025, il a consolidé des données longitudinales d'une valeur exceptionnelle sur les chimpanzés et les gorilles en forêt primaire intacte, approfondissant la compréhension des structures sociales, des comportements écologiques et des capacités d'adaptation des grands singes. Ces résultats renforcent l'importance de la protection des habitats intacts à l'échelle internationale.

À la clairière de Mbeli Bai, les observations ont documenté une augmentation progressive de la fréquentation des bongos, signal positif d'une reprise écologique après des décennies de déclin. Cette évolution illustre le rôle des clairières forestières comme indicateurs de la santé des écosystèmes et offre une preuve tangible de l'impact des efforts de conservation.

Le Mondika Gorilla Project a poursuivi le suivi des gorilles de plaine de l'Ouest à travers des groupes habitués, affinant les connaissances sur leurs interactions sociales et comportements alimentaires. Ces travaux contribuent à la protection d'une espèce emblématique et menacée, tout en confirmant la valeur scientifique du parc comme site

de référence pour l'étude des primates.

Innovation technologique et lutte anti-braconnage

L'Elephant Listening Project (ELP) illustre l'intégration des technologies innovantes dans les stratégies de conservation. Grâce à des capteurs acoustiques passifs, ce programme détecte des signaux associés à des activités illégales, notamment les tirs de braconnage. En 2025, les données ont mis en évidence une augmentation des détections de coups de feu dans certaines zones du parc et de sa périphérie, confirmant des pressions persistantes sur les populations d'éléphants. L'intérêt principal du dispositif réside dans sa capacité à orienter les patrouilles de manière ciblée, optimisant ainsi l'utilisation des ressources disponibles et améliorant le rapport coût-efficacité des actions de lutte anti-braconnage.

Données long-terme, veille sanitaire et pressions anthropiques

La collecte continue de données sur la faune, la flore, le climat et les activités humaines constitue un fondement du dispositif de recherche. En 2025, ces bases ont été enrichies, permettant des analyses comparatives interannuelles plus

fines. Ces séries temporelles offrent une lecture approfondie des évolutions écologiques, facilitent l'identification de tendances à long terme et permettent d'évaluer l'impact des politiques de conservation. Pour les bailleurs, elles représentent un outil essentiel de démonstration de l'efficacité des investissements.

Sur le plan sanitaire, des progrès significatifs ont été réalisés dans le renforcement des protocoles de veille épidémiologique. Les capacités de diagnostic local ont été améliorées et la surveillance des carcasses intensifiée, réduisant les risques que représentent les maladies infectieuses pour les grands singes et autres espèces sensibles.

Les inventaires réalisés dans la zone Ndoki-Likouala ont actualisé les estimations de densité

des grands mammifères. Les analyses confirment la persistance de pressions liées au braconnage et permettent d'identifier les zones prioritaires, d'adapter le déploiement des patrouilles et de fournir des éléments concrets de redevabilité sur l'évolution des populations animales.

Renforcement des capacités et lutte contre le trafic d'espèces

Le développement des compétences locales demeure une priorité stratégique. En 2025, les efforts de formation ont permis une nette amélioration des compétences des assistants de recherche nationaux, favorisant l'appropriation locale des activités scientifiques et réduisant la dépendance aux expertises extérieures.

La mise en place du centre de réhabilitation de Bomassa

marque une évolution importante du mandat du PNNN. En intégrant la prise en charge des animaux saisis, le parc élargit son action à la lutte contre le trafic d'espèces, renforçant sa crédibilité en tant qu'acteur engagé dans la lutte contre la criminalité environnementale.

Conclusion

Les résultats de 2025 démontrent que la science constitue un pilier essentiel de la conservation, même sous contrainte financière. Pour les bailleurs internationaux, soutenir la recherche au PNNN représente un investissement à fort effet levier, transformant des ressources en impacts mesurables et durables. Dans le contexte du TNS, la recherche n'est pas un coût : elle est un multiplicateur d'impact garantissant la performance globale des investissements en conservation.

L'écotourisme de TNS en 2025

En 2025, l'écotourisme dans le paysage du Tri-National de la Sangha (TNS) a évolué dans un environnement contrasté, marqué à la fois par des contraintes structurelles importantes et par une capacité d'adaptation notable des aires protégées. Entre difficultés d'accès liées aux conditions hydrologiques en République centrafricaine, interruption brutale de financements au Congo et nécessité de relancer certaines infrastructures, les trois parcs ont dû ajuster leurs stratégies. Malgré ces pressions, les activités écotouristiques ont été maintenues, avec un accent particulier sur la réhabilitation des sites existants, la continuité des services d'accueil et le renforcement de la visibilité à l'échelle nationale et internationale.

Parallèlement, une dynamique plus structurante s'est affirmée, fondée sur la diversification de l'offre touristique, l'ancrage communautaire et la valorisation culturelle. Le Parc National de Lobéké a consolidé son positionnement à travers des événements d'envergure régionale comme le Festival Baka-Bantu, tandis que le Parc National de Nouabalé-Ndoki a amorcé un virage vers un modèle plus participatif reposant sur les initiatives locales. Dans les APDS, les efforts se sont concentrés sur l'amélioration de l'expérience visiteurs et la promotion internationale du site. Cette convergence d'approches dessine progressivement un modèle écotouristique résilient, intégrant conservation, développement local et coopération transfrontalière, malgré un contexte encore fragile.

+800
visiteurs
recus

02
nouveaux
groupes de
gorilles
habitués

+30
carcasses
analysées

+550
de revenus
touristiques

01
visite d'un
président de
la république

PARC NATIONAL DE LOBÉKÉ

Une dynamique renforcée au service de l'attractivité du parc

En 2025, le Parc National de Lobéké a significativement renforcé ses actions en matière de tourisme, de communication et de valorisation culturelle, dans une perspective de positionnement durable comme destination écotouristique de référence au sein du paysage du Tri-National de la Sangha (TNS). Cette dynamique s'inscrit dans une approche intégrée combinant promotion, structuration de l'offre et mobilisation des acteurs locaux, avec une attention particulière portée à la dimension transfrontalière.

Festival Baka-Bantu : un moteur de valorisation culturelle et d'intégration régionale

Le Festival Baka-Bantu (Festiba-ba), organisé entre juillet et août 2025, a constitué l'un des temps forts de l'année. L'événement a rassemblé plus de 400 participants, avec la participation de délégations venues de la République Centrafricaine et du Congo, illustrant le potentiel du parc comme espace de convergence culturelle à l'échelle du TNS.

Au-delà de sa dimension festive, le festival a servi de plateforme stratégique pour promouvoir l'écotourisme. Un atelier dédié a réuni les chefs de villages riverains, le Conseil régional du tour-

isme ainsi que les délégations régionales et départementales du secteur, permettant d'aborder les opportunités offertes par le développement écotouristique, notamment dans sa dimension transfrontalière. Les conclusions de cet atelier ont été partagées avec une large audience, mobilisant près de 300 personnes issues des localités situées entre Salapoumbé et Moloundou.

Le festival a ainsi contribué à renforcer les échanges culturels, à valoriser les savoirs traditionnels et à consolider l'implication des communautés dans les dynamiques de conservation et de développement durable.

Structuration de l'offre écotouristique et relance des infrastructures

Des avancées notables ont également été enregistrées dans la structuration de l'offre écotouristique, notamment à travers la réhabilitation du site d'accueil de Djembé. La production et la soumission du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) marquent une étape clé vers la relance de l'hébergement écotouristique dans cette zone stratégique, connue pour son rôle logistique et son potentiel d'attractivité.

Cette initiative s'inscrit dans une logique de renforcement des in-

frastructures touristiques, indispensable pour améliorer l'expérience des visiteurs et accroître la capacité d'accueil du parc.

Mobilisation communautaire et sensibilisation environnementale

L'année 2025 a été marquée par une forte mobilisation autour des journées internationales, notamment la Journée Internationale de la Femme, la Journée Internationale des Forêts et la Journée Mondiale de l'Environnement, qui ont rassemblé plus de 200 participants autour d'activités de sensibilisation et de reboisement.

D'autres événements majeurs ont également contribué à cette dynamique, à l'instar de la Journée internationale du travail qui a mobilisé une quarantaine de participants issus des écogardes, du WWF, d'ASMO et des COVILAB, renforçant la collaboration entre acteurs. La Journée internationale des peuples autochtones (JIPAU) a quant à elle réuni près de 200 participants, mettant en lumière les traditions, les savoirs et le rôle central des communautés autochtones dans la conservation.

La célébration de la Journée mondiale des rangers, notamment à travers des actions de communication sur les réseaux

sociaux, a permis de valoriser le rôle essentiel des écogardes dans la protection des ressources naturelles et de renforcer leur reconnaissance.

Renforcement de la communication et visibilité nationale

Sur le plan de la communication, plusieurs initiatives structurantes ont été mises en œuvre afin d'améliorer la visibilité du parc à l'échelle nationale et internationale. Le développement du site web officiel du parc, accessible à l'adresse www.parcnationallobeke.org, constitue une avancée majeure dans la digitalisation de la communication institutionnelle.

Parallèlement, les plateformes digitales du parc ont été dynamisées, notamment sur Facebook, LinkedIn, Instagram et YouTube, permettant d'élargir l'audience et de renforcer l'engagement autour

des activités de conservation.

La production de newsletters mensuelles a été assurée de manière continue sur toute l'année, garantissant une communication régulière et structurée. En complément, des supports promotionnels ont été produits, incluant plus de 100 polos brodés, 320 t-shirts floqués, 100 badges et cordons, 300 stylos personnalisés ainsi que deux roll-up, contribuant à renforcer la visibilité de l'image du parc lors des événements et activités de terrain.

La visite de la CRTV a également permis la production d'un documentaire diffusé à l'échelle nationale, offrant une vitrine importante pour les actions du parc et renforçant sa notoriété auprès du grand public.

Vers un modèle écotouristique durable et inclusif

L'ensemble des actions menées en 2025 témoigne d'une montée en puissance du Parc National de Lobéké dans le domaine du tourisme et de la communication. En combinant valorisation culturelle, structuration de l'offre, mobilisation communautaire et renforcement de la visibilité, le parc pose les bases d'un modèle écotouristique durable.

Ce modèle repose sur une articulation claire entre conservation de la biodiversité, développement économique local et intégration régionale. Il permet de repositionner le parc non seulement comme une aire protégée, mais comme un territoire de valeur, capable d'attirer des visiteurs, de mobiliser des partenaires et de générer des retombées positives pour les communautés.

PARC NATIONAL DE
NOUABALÉ-NDOKI 

Un secteur durement touché par la crise budgétaire

Le dos argenté du groupe nouvellement habitué à Mondika
(©P. Zoubek/WCS)

Un secteur durement touché par la crise budgétaire

Le département tourisme du Parc National de Nouabalé-Ndoki (PNNN) a été l'un des plus affectés par la suppression des financements américains en 2025. Dès fin janvier, toutes les activités de formation ont été suspendues sur ordre de l'USAID, et le projet américain a officiellement été interrompu en février avant d'être clôturé en mai. Cette brutale interruption a entraîné la mise en suspens de deux grands projets de construction — le Camp Ngolio et la réhabilitation de la plateforme d'observation de Mbeli Bai — ainsi que l'annulation de l'ensemble des renforcements de capacités prévus pour le personnel touristique et les communautés locales.

Une réunion a été tenue fin janvier avec la communauté pour expliquer la suspension de ces activités et ses causes. Malgré ce contexte difficile, le personnel du département a été en grande partie maintenu en poste, et l'équipe a su faire preuve d'adaptabilité en réori-

entant sa stratégie.

Une nouvelle approche : moins d'infrastructures, plus de participation communautaire

Face aux contraintes financières, l'équipe touristique a pris le parti d'adopter une approche moins dépendante des grands projets d'infrastructure, en misant davantage sur l'implication directe des communautés. Le Fonds de Développement Villageois (FDV) a été identifié comme l'outil principal pour avancer dans cette direction, en soutenant des microprojets générateurs de revenus portés par les habitants eux-mêmes.

Plusieurs réunions ont été organisées tout au long de l'année avec les membres des communautés de Bomassa et Makao pour coconstruire cette nouvelle approche. Les participants ont déjà soumis un grand nombre de propositions concrètes. À Bomassa, 174 propositions de microprojets ont été reçues, et à Makao, 79 propositions, réparties en quatre grandes catégories : pro-

jets agropastoraux, prestation de services, petit commerce et petite pêche.

En parallèle, le parc a soumis deux propositions de financement à des bailleurs de fonds pour la mise en œuvre de projets d'infrastructures touristiques à Mbeli et Wali Bai, ainsi que pour d'autres développements dans le parc, en vue d'une reprise des investissements dès que les ressources le permettront.

134 touristes accueillis et 40 000 dollars de revenus générés

Malgré l'absence de financement dédié au tourisme, le parc a continué à accueillir des visiteurs. En 2025, les sites touristiques du PNNN et de sa périphérie ont été fréquentés par 134 touristes. Depuis juillet, ces visites ont généré des revenus d'environ 40 000 dollars américains (soit 24 millions de francs CFA), issus principalement des droits d'entrée dans le parc, des permis d'observation des gorilles et des visites de Wali Bai.

La répartition de ces recettes

obéit à des règles claires : 70 % des droits d'entrée reviennent à l'ACFAP (Agence Congolaise de la Faune et des Aires Protégées), tandis que 30 % vont au parc. En revanche, 100 % des recettes des permis d'observation des gorilles sont conservées par le parc, ces revenus servant directement à couvrir les salaires des guides touristiques et des pisteurs de gorilles.

Par ailleurs, en 2025, le parc a délivré 243 badges touristiques TNS à des visiteurs voyageant du Congo vers les aires protégées voisines — l'APDS en République centrafricaine ou le PN de Lobeke au Cameroun — leur permettant de circuler librement entre les parcs du Tri-National de la Sangha sans visa supplémentaire.

Une présence sur la scène touristique nationale et internationale

En 2025, consciente que la visibilité du parc constitue un levier essentiel pour attirer visiteurs et partenaires, l'équipe touristique du PNNN a pris part à plusieurs événements promotionnels soigneusement sélectionnés. En janvier, la responsable du développement touristique a représenté le parc au Salon International du Tourisme

(FITUR) de Madrid, présentant les atouts touristiques du PNNN, du TNS et du Congo devant une cinquantaine de professionnels du secteur. Elle y a noué des contacts avec dix agences de voyages et échangé avec la ministre congolaise du Tourisme sur les perspectives de développement du secteur.

Sur la scène nationale, deux cadres de l'équipe ont participé en novembre à la première édition du Nabemba Tourism Expo à Brazzaville, salon dédié au tourisme en Afrique centrale. La cheffe de projets y a pris part à un panel sur le tourisme durable, aux côtés de la ministre de l'Économie Forestière, offrant au parc une tribune de choix pour affirmer son positionnement dans le paysage touristique régional.

Au-delà des salons professionnels, l'équipe a également mis en lumière la dimension culturelle et communautaire du territoire. En août, elle a accompagné treize membres de l'association Lih Ngolio au festival Baaka-Bantu (FestiBaBa) organisé au Parc National de Lobéké, au Cameroun. La délégation y a remporté le prix du conservateur et accordé des interviews à deux chaînes de télévision camerounaises, CRTV et Canal2,

illustrant concrètement la vitalité du partenariat entre les communautés locales et le PNNN.

Une ambition intacte malgré les obstacles

Le bilan touristique 2025 est celui d'un secteur mis à l'épreuve mais non résigné. L'absence de financements dédiés n'a pas empêché le parc de maintenir son attractivité, de générer des revenus et de renforcer sa présence sur la scène internationale. La réorientation vers une approche communautaire plus participative, adossée au FDV, ouvre des perspectives prometteuses pour construire un tourisme local plus autonome et plus résilient.

Le tourisme demeure une source de financement durable identifiée comme prioritaire pour l'avenir du parc. La reprise des chantiers d'infrastructure — Camp Ngolio, Mbeli Bai, Wali Bai — dès que les fonds seront disponibles, combinée à l'émergence de microprojets portés par les communautés elles-mêmes, dessine un modèle de tourisme communautaire qui pourrait, à terme, réduire la dépendance du parc aux financements extérieurs et renforcer durablement l'adhésion des populations à la cause de la conservation.

AIRES PROTÉGÉES
DE DZANGA SANGHA



Écotourisme et visibilité accentués

Dans le paysage du Tri-National de la Sangha, l'écotourisme représente un levier stratégique au croisement de la conservation de la biodiversité et du développement socio-économique des communautés locales. En 2025, les Aires Protégées de Dzanga-Sangha (APDS) ont évolué dans un contexte particulièrement exigeant, marqué par les conséquences de la perte de groupes de gorilles habitués, des contraintes environnementales et des perturbations logistiques. Face à ces défis, les efforts conjoints des équipes de terrain, des autorités et des partenaires ont permis d'engager une relance progressive du secteur, tout en posant les bases d'un modèle plus résilient et diversifié.

Cette dynamique s'est traduite par des avancées significatives en matière d'offre touristique, de promotion internationale et de performance économique. Elle illustre la capacité des APDS à transformer une crise structurelle en opportunité de repositionnement stratégique, en s'appuyant sur l'innovation, l'expertise locale et l'intégration des communautés dans la chaîne de valeur écotouristique.

Une relance structurée autour de l'habitation des gorilles

L'un des événements majeurs de l'année a été l'ouverture officielle du groupe de gorilles « Limo » aux visiteurs en juillet 2025. Cette réussite constitue un tournant décisif pour la relance de l'écotourisme dans les APDS, après plusieurs années marquées par la perte successive de groupes habitués et l'arrêt des visites de gorilles. L'habitation de ce nouveau groupe en seulement deux ans – contre trois à cinq ans en moyenne – témoigne de l'expertise des équipes de terrain, dont une large proportion de pisteurs issus des communautés Ba'Aka.

Au-delà de la performance technique, cette avancée a permis de restaurer un produit touristique emblématique, essentiel à l'attractivité du site et à la génération de revenus. Elle a également contribué à renforcer la confiance des tour-opérateurs et des visiteurs, dans un contexte où la crédibilité de l'offre était fortement fragilisée.

Renforcement institutionnel et repositionnement stratégique

La relance de l'écotourisme s'est accompagnée d'un renforcement institutionnel, notamment à

travers l'affectation de nouveaux cadres au Centre d'Accueil Touristique. Cette évolution a permis d'améliorer la gouvernance du secteur, d'optimiser la coordination des activités et de professionnaliser davantage l'accueil des visiteurs.

Par ailleurs, l'année a été marquée par plusieurs visites de haut niveau, incluant des autorités nationales et des partenaires internationaux. Ces visites ont contribué à accroître la visibilité politique des APDS et à consolider leur positionnement comme destination stratégique pour l'écotourisme et la conservation en Afrique centrale.

Promotion culturelle et rayonnement international

Les APDS ont intensifié leurs efforts de promotion à travers une combinaison d'actions culturelles, médiatiques et numériques. La participation à la quatrième édition du Festival Ba'Aka-Bantou (FESTIBABA) au Cameroun a constitué un moment fort de valorisation du patrimoine culturel des communautés autochtones et bantoues du paysage TNS. Cet événement a permis de renforcer les liens entre les communautés et de promouvoir une vision intégrée

688
visiteurs
recus

+30
nationalité
recus

529,5 M
de recettes
touristiques

106 474
vue organiques
sur Instagrammes

02
nouveaux
groupes de
gorilles habitués

de l'écotourisme, fondée sur la valorisation des savoirs et savoir-faire locaux.

En parallèle, les APDS ont accueilli plusieurs équipes de tournage et de production audiovisuelle, contribuant à la diffusion internationale de leur image. La série « The Guardians », mettant en lumière le rôle des éco-gardes et des communautés locales, ainsi que les projets documentaires consacrés aux peuples pygmées et à l'approche One Health, ont renforcé la visibilité du site auprès d'un public global. Cette stratégie s'est également appuyée sur une présence accrue sur les réseaux sociaux, avec plus de 106 000 personnes atteintes sur Instagram et une communauté en croissance continue.

Amélioration des infrastructures et de l'expérience touristique

Des investissements ciblés ont été réalisés afin d'améliorer la qualité de l'offre et l'expérience des visiteurs. Au Doli Lodge, principal pôle d'hébergement, des travaux de réhabilitation ont permis de renforcer la sécurité des installations, notamment à travers la consolidation du mur de soutènement affecté par la montée des eaux de la rivière Sangha. Des améliorations ont également été apportées aux bungalows, aux espaces communs et aux aménagements paysagers, dans le respect d'une approche écologique.

Par ailleurs, l'entretien et l'aménagement des infrastructures touristiques, tels que les pistes de randonnée et les circuits fluviaux, ont contribué à diversifier les activités proposées et à améliorer l'accessibilité des sites. La construction de passerelles et le dégagement de certains cours d'eau ont renforcé la sécurité des visiteurs tout en facilitant l'observation de la faune et des paysages.

Performances touristiques et contribution économique

Malgré un contexte contraignant, notamment l'étiage marqué de la rivière

Sangha ayant perturbé la navigation, les performances touristiques des APDS témoignent d'une résilience notable. En 2025, le site a accueilli 688 visiteurs issus d'une trentaine de nationalités, générant un total de 2 547 nuitées. Ces résultats traduisent une reprise progressive de la fréquentation, bien que le niveau reste en deçà du potentiel du site.

Les recettes écotouristiques ont atteint 529,5 millions de FCFA, soit environ 808 456 euros. Elles sont principalement portées par trois segments : l'hébergement (notamment au Doli Lodge), les activités dans le parc (dont l'observation des gorilles et des éléphants) et le transport aérien, qui représentent ensemble plus de 76 % des revenus. Cette structure confirme la centralité des produits phares dans le modèle économique des APDS, tout en mettant en évidence la contribution croissante des activités communautaires, notamment celles portées par les Ba'Aka, à la diversification des revenus et à l'ancrage local de l'écotourisme.

Un modèle en consolidation face aux défis

L'écotourisme dans les APDS en 2025 illustre un modèle en transition, caractérisé par une volonté de consolidation et d'adaptation face à des défis structurels. La dépendance à certains produits clés, la vulnérabilité aux aléas environnementaux et les contraintes d'accessibilité demeurent des enjeux majeurs.

Dans ce contexte, la poursuite de la diversification de l'offre, le renforcement des capacités locales et l'amélioration continue des infrastructures apparaissent comme des priorités stratégiques. L'enjeu pour les années à venir sera de transformer cette phase de relance en une croissance durable et inclusive, capable de générer des bénéfices tangibles pour la conservation de la biodiversité et le bien-être des communautés locales.

Les Infrastructures du TNS en 2025

En 2025, le volet infrastructures et logistique du paysage du Tri-National de la Sangha a démontré une robustesse opérationnelle notable malgré un environnement fortement contraint. Au Parc National de Nouabalé-Ndoki, la continuité des opérations a été assurée en dépit des pénuries récurrentes de carburant et d'une contraction des activités, avec 1 329 missions maintenues sur les axes routiers et fluviaux. Cette performance repose sur une gestion rigoureuse des priorités, une optimisation du parc motorisé (88 % de disponibilité) et un effort structuré de maintenance. Parallèlement, des investissements ciblés dans les infrastructures et l'énergie – notamment le renforcement des systèmes solaires couvrant jusqu'à 95 % des besoins – ont consolidé la résilience des bases opérationnelles et amélioré les conditions de travail des équipes.

À l'échelle du TNS, les dynamiques observées confirment une transformation progressive vers des systèmes plus intégrés, digitalisés et durables. L'introduction d'outils de gestion des stocks, la modernisation des équipements et les investissements structurants dans les trois sites ont renforcé l'efficacité globale de la chaîne logistique. Dans les APDS, plus de 200 projets ont été engagés (1,2 milliard FCFA), accompagnés d'avancées majeures en infrastructures sociales, énergétiques et de mobilité, tandis que le Parc National de Lobéké a consolidé ses capacités avec des infrastructures critiques comme le camp écogarde (98 % achevé) et l'amélioration des axes d'accès stratégiques. Ensemble, ces résultats illustrent un basculement vers une logistique plus résiliente, capable de soutenir à la fois les opérations de conservation, les activités transfrontalières, malgré un contexte encore fragile

.....

+222M

de FCFA
injecté dans
l'économie
locale

+200

projets
infrastructuraux

+10

nouveaux
véhicules

+700

emplois
créés

01

centrale solaire
communautaire
en cours de
réalisation

.....



AIRES PROTÉGÉES DE DZANGA SANGHA 

Renforcement du dispositif logistique et des infrastructures des APDS en 2025

En 2025, les Aires Protégées de Dzanga-Sangha (APDS) ont poursuivi le renforcement de leur dispositif logistique et de leurs infrastructures dans un contexte d'intensification des activités de terrain. Au total, 200 projets ont été traités au cours de l'année, avec un taux d'avancement global de 65 % et une valeur totale estimée à environ 1,2 milliard de FCFA. Ces investissements ont permis d'améliorer significativement les capacités opérationnelles du site, tout en générant des retombées économiques concrètes pour les communautés locales.

Des infrastructures structurantes en progression

Plus de 37 projets majeurs ont enregistré des avancées significatives. Parmi eux, la réhabilitation du camp de formation de Kongana a atteint un niveau

d'avancement de 57 %. Dans le domaine de l'hébergement, deux nouvelles maisons destinées au personnel du WWF ont été achevées, tandis que la construction de deux nouveaux bungalows au Doli Lodge a été lancée pour renforcer la capacité d'accueil touristique. Le bâtiment technique du garage – incluant vestiaires, équipements de la centrale solaire et archives administratives – a quant à lui atteint un niveau d'achèvement de 90 %.

Les infrastructures sociales ont également bénéficié d'investissements majeurs. La finalisation du bâtiment d'hospitalisation de l'hôpital secondaire de Bayanga constitue l'une des réalisations les plus marquantes de l'année. Comportant un service de pédiatrie et de néonatalogie, une salle de formation d'une capacité de 100 personnes et un

service de médecine interne de 12 lits, cette infrastructure a été équipée avec l'appui financier de la FTNS et inaugurée officiellement en novembre par le Président de la République.

L'énergie solaire, levier de souveraineté opérationnelle

L'avancement des travaux de la centrale solaire hybride de Bayanga représente une autre avancée structurante. Avec un taux de réalisation de 50 % en fin d'année, les équipements installés comprennent un parc solaire d'une capacité de 81 kWc, des onduleurs de 50 kVA solaire et 36 kVA pour les batteries, ainsi qu'un groupe électrogène de secours de 88 kVA.

Les étapes restantes concernent le câblage du champ solaire, la mise en place d'environ 4,5 km de lignes électriques haute et basse tension, l'installa-

tion de sept transformateurs et les essais de mise en service. Une fois achevée, cette infrastructure contribuera à réduire la dépendance aux énergies fossiles et à sécuriser l'alimentation électrique des opérations.

Logistique et mobilité : des systèmes renforcés

Les systèmes logistiques ont connu plusieurs améliorations notables. L'installation d'une pompe électrique de distribution de carburant, connectée à une citerne de 30 000 litres, a permis de sécuriser et d'optimiser l'approvisionnement en essence et en gasoil pour les opérations de terrain. Une base de données partagée avec la logistique de Bangui a également été mise en place pour améliorer les processus d'achat et de gestion des stocks, complétée par un inventaire physique général des actifs.

Sur le plan de la mobilité terrestre, six nouveaux véhicules de terrain ont été acquis pour soutenir les activités des différents départements — direction, tourisme, protection et surveillance, ainsi que le projet de reforestation de Monasao. Ces acquisitions renforcent la capacité d'intervention des équipes dans un territoire difficile d'accès. Les travaux de réhabilitation des pistes de Kongana et de Libwé ont par ailleurs contribué à améliorer l'accessibilité du territoire, mobilisant une

main-d'œuvre locale incluant des jeunes des communautés autochtones Ba'Aka.

La mobilité aérienne a également constitué un levier essentiel : 92 vols ont été affrétés au cours de l'année, permettant le déplacement de 1 409 personnes entre Bangui et Bayanga, pour le transport du personnel, des missionnaires, des touristes et des approvisionnements.

Modernisation numérique et systèmes d'information

Les APDS ont engagé un processus de modernisation de leurs outils informatiques et de communication. Le parc informatique, comprenant 44 ordinateurs et 6 imprimantes, a été inventorié et mis à jour. 95 % des postes ont été migrés vers Microsoft 365, renforçant les capacités de gestion et de communication interne. Des travaux de déploiement de la fibre optique ont été initiés à Bayanga, tandis qu'une application locale de gestion des stocks est en cours de développement, avec un taux d'avancement de 70 %.

Une consommation énergétique en hausse, reflet de l'expansion

L'intensification des opérations s'est traduite par une augmentation significative des besoins en carburant. En 2025, 48 750 litres de gasoil ont été consommés — soit une hausse de 48,3 % par rapport

à 2023 —, auxquels s'ajoutent 26 655 litres d'essence. La répartition de la consommation de gasoil reflète les priorités opérationnelles : 38,9 % dédié à la protection et surveillance, 28,5 % à la logistique, 19,8 % à la gestion des ressources naturelles et 9,5 % aux activités de développement. Une perte de 9 200 litres a toutefois été enregistrée à la suite d'un double renversement de camion-citerne sur l'axe Bangui-Bayanga.

Un impact économique local significatif

Au-delà de leur dimension opérationnelle, les activités logistiques et d'infrastructures ont généré des retombées économiques concrètes. Un montant total de 220 208 154 FCFA a été injecté dans l'économie locale à travers les contrats attribués aux entreprises nationales et locales, mobilisant 159 employés qualifiés et 399 employés non qualifiés.

Ces résultats confirment que l'investissement dans la logistique et les infrastructures n'est pas seulement un enjeu opérationnel — c'est aussi un levier de développement local et un facteur clé de la durabilité des actions de conservation des APDS. La poursuite de ces efforts restera indispensable pour soutenir l'expansion des activités et garantir l'efficacité des opérations dans les années à venir.

PARC NATIONAL DE LOBÉKÉ

Consolidation des capacités opérationnelles du Parc

En 2025, le Parc National de Lobéké (PNL) a poursuivi un programme structuré de renforcement de ses infrastructures et de ses équipements, positionné comme un levier central pour améliorer l'efficacité opérationnelle des activités de conservation. Face à des pressions croissantes sur les écosystèmes forestiers, ces investissements ont visé à optimiser les conditions de travail du personnel, renforcer la mobilité des équipes et améliorer la fonctionnalité globale du dispositif de gestion. L'approche adoptée articule infrastructures fixes, accessibilité territoriale et capacités logistiques, consolidant ainsi l'ensemble de la chaîne opérationnelle du parc.

Modernisation des infrastructures : améliorer les conditions de travail

Des avancées significatives ont été enregistrées dans la modernisation des installations. La finalisation d'une station d'épuration des eaux associée au garage et à une

laverie moderne constitue un acquis structurant, permettant un fonctionnement autonome et durable des installations tout en réduisant les coûts de maintenance à moyen terme. Deux studios destinés au logement du personnel ont également été construits et sont en cours de finalisation — dans un environnement isolé, l'amélioration des conditions de vie représente un facteur déterminant pour la motivation et la rétention des équipes. Les travaux de construction d'une nouvelle guérite renforcent par ailleurs les capacités de contrôle et de sécurisation des accès, tandis que l'avancement du laboratoire de recherche traduit une volonté de consolider les capacités scientifiques du parc en appui aux activités de biomonitoring.

Le camp des écogardes : un levier opérationnel de première ligne

L'avancée la plus structurante de l'année réside dans la quasi-finalisation du nouveau

camp des écogardes, dont le taux d'achèvement a atteint 98 %. Conçu comme une infrastructure stratégique, ce camp intègre des logements modernes, des installations sanitaires adaptées, un système autonome d'approvisionnement en eau et des espaces dédiés à la coordination des équipes.

Dans un contexte où les écogardes assurent une présence continue sur le terrain, la qualité de leurs conditions de vie influence directement l'efficacité des opérations. Cette infrastructure permet de lever des contraintes structurelles liées à la précarité des installations antérieures : en réduisant la fatigue opérationnelle, en renforçant la motivation du personnel et en stabilisant les équipes sur le long terme, elle contribue à maintenir une pression constante sur les activités illégales. Sur le plan pratique, elle facilite l'organisation des rotations, réduit les temps de transit et permet d'augmenter la fréquence et la durée des patrouilles — avec

des gains directs en termes de couverture territoriale et de continuité des opérations.

Accessibilité et mobilité : un facteur clé d'efficacité

L'amélioration des voies d'accès a constitué un axe prioritaire en 2025, en raison de son impact direct sur la capacité de déploiement des équipes. La réhabilitation de la route Bollo-Djembé représente une avancée majeure, facilitant l'accès aux zones stratégiques et améliorant la connectivité entre les différents postes opérationnels. Au-delà de cet axe principal, plus de 35 kilomètres de pistes carrossables et 12 kilomètres de sentiers pédestres ont été entretenus en collaboration avec les communautés locales de Mambélé, selon l'approche HIMO (Haute Intensité de Main-d'œuvre) — une méthode qui combine amélioration des infrastructures et création d'emplois locaux, renforçant ainsi l'ancrage communautaire des actions de conservation.

Des interventions ciblées ont permis de lever des contraintes critiques d'accès : trois ponts principaux ont été réhabilités, assurant la continuité des déplacements ; la piste reliant Pont Cassé, Petite Savane et Djangui sur

20 kilomètres a été rouverte, facilitant l'accès aux clairières stratégiques pour le suivi de la faune ; enfin, la route vers Djaloumbe sur 32 kilomètres est désormais praticable grâce à la mise en place d'une déviation. Ces améliorations contribuent directement à réduire les temps de déplacement, à augmenter la fréquence des patrouilles et à améliorer la couverture spatiale des activités de surveillance.

Équipements : renforcer la réactivité et la coordination

En complément des infrastructures, le parc a renforcé ses capacités logistiques à travers l'acquisition d'équipements de terrain, de matériel de bureau et de moyens de transport. Les dotations incluent des lampes frontales, GPS, bottes, débroussailleuses et tronçonneuses, essentiels pour les opérations en milieu forestier. L'acquisition de caméras pièges et d'une unité acoustique renforce les capacités de suivi écologique et de détection des activités illégales. Au niveau du quartier général, l'équipement en matériel informatique améliore la planification, la coordination et le suivi des opérations. Sur le plan logistique, de nouveaux véhicules et motos ont été acquis avec

l'appui de partenaires techniques et financiers, renforçant la mobilité des équipes et leur capacité d'intervention rapide. Un approvisionnement en carburant de 60 000 litres a permis de soutenir l'ensemble des opérations sur l'année.

Des bases opérationnelles consolidées

Les investissements réalisés en 2025 traduisent une stratégie cohérente de renforcement des capacités du Parc National de Lobéké. Au-delà des réalisations physiques, ces actions produisent des effets directs et mesurables sur la performance : amélioration des conditions de travail, stabilisation des équipes, augmentation de la couverture opérationnelle et renforcement de la qualité des interventions. Ce socle renforcé constitue un prérequis essentiel pour répondre efficacement aux défis de conservation et démontre la capacité du parc à traduire les investissements en résultats concrets sur le terrain.

Ce socle opérationnel renforcé constitue un prérequis essentiel pour répondre efficacement aux défis de conservation et démontre la capacité du parc à traduire les investissements en résultats concrets et mesurables.





PARC NATIONAL DE NOUBALE-NDOKI 

un pilier opérationnel sous contrainte, garant de la continuité des opérations

Un système logistique fortement sollicité dans un contexte contraint

En 2025, la logistique et les infrastructures ont joué un rôle déterminant dans la continuité des opérations du Parc National de Nouabalé-Ndoki et, plus largement, du paysage du Tri-National de la Sangha (TNS). Dans un environnement marqué par des contraintes structurelles, notamment les pénuries récurrentes de carburant et la réduction des activités liées à certains financements, le département logistique a assuré la continuité des missions essentielles, en particulier celles liées à la surveillance et à la gestion du territoire.

Malgré une baisse d'environ 25 % du volume global des missions par rapport à 2024, les opérations ont été maintenues à un niveau élevé, avec 1 329 missions réalisées sur routes et voies fluviales. Cette performance témoigne d'une capacité d'adaptation opérationnelle, dans un contexte où les ressources étaient contraintes et les priorités recentrées sur les fonctions critiques, notamment le maintien de l'ordre et les patrouilles.

Renforcement des capacités : vers une logistique plus structurée et digitalisée

Le renforcement des capacités du personnel a constitué un axe prioritaire, avec trois formations organisées au bénéfice de 13 agents. Ces sessions ont couvert des compétences clés telles que le

leadership, la maîtrise des outils numériques (Microsoft Excel) et la gestion des stocks.

L'introduction d'un système de suivi des stocks basé sur Excel marque une évolution importante vers la digitalisation des activités logistiques. Ce passage d'un suivi manuel à un suivi électronique constitue un levier stratégique pour améliorer la traçabilité, la gestion des approvisionnements et la réactivité opérationnelle.

Mobilité et approvisionnement : assurer la continuité malgré les pénuries

La logistique opérationnelle a reposé sur une mobilisation importante des ressources en carburant, avec 58 600 litres de diesel et 13 200 litres d'essence livrés au cours de l'année. Dans un contexte national marqué par des ruptures fréquentes d'approvisionnement, ces volumes ont été essentiels pour garantir la continuité des opérations, notamment les patrouilles de surveillance.

Les missions ont couvert un large réseau territorial, incluant des axes stratégiques reliant les bases du parc aux centres urbains et aux zones d'intervention, ainsi que des liaisons fluviales indispensables à l'accessibilité de certaines zones enclavées.

Gestion du parc motorisé : une approche pragmatique face aux contraintes

Le maintien d'une flotte opérationnelle a constitué

80,073

litres de
carburants
acquis

06

logements de
travailleurs
réalisés

561

commandes
d'équipement
réalisées

05

nouveaux
véhicules
acquis

02

nouveaux
véhicules
acquis

un enjeu central en 2025. Grâce à une stratégie combinant maintenance régulière et optimisation des ressources existantes, le parc a atteint un taux de disponibilité de 88 %, soutenu par 76 contrôles techniques hebdomadaires et un programme structuré de maintenance (services A, B et C).

L'acquisition de deux nouveaux véhicules de type Toyota Land Cruiser, avec l'appui de la FTNS et de l'Union européenne, a permis de renforcer les capacités de mobilité. Parallèlement, une approche innovante de remise à neuf de véhicules anciens a été mise en œuvre, illustrant une gestion pragmatique et optimisée des ressources dans un environnement contraint.

Infrastructures et énergie : amélioration des conditions opérationnelles

Les efforts de maintenance ont permis de maintenir plus de 80 % des infrastructures en état de fonctionnement, incluant la rénovation de bâtiments clés à la base de Bomassa et l'amélioration des conditions de vie des équipes.

Des avancées significatives ont également été enregistrées dans le domaine énergétique, avec le renforcement du système solaire permettant de couvrir jusqu'à 95 % des besoins en énergie pour les infrastructures princi-

pales. Cette transition vers une autonomie énergétique accrue constitue un facteur clé de résilience, notamment dans les zones isolées.

Accueil et hébergement : maintien de l'activité touristique

Malgré les contraintes globales, les infrastructures d'accueil ont permis d'assurer la continuité des activités touristiques, avec 628 visiteurs accueillis et 2 629 nuitées enregistrées en 2025. Ces performances, associées à des revenus estimés à 45 000 USD, confirment le rôle stratégique de la logistique dans le soutien aux activités génératrices de revenus.

Vers une logistique plus résiliente et intégrée

L'année 2025 met en évidence une transformation progressive du système logistique vers un modèle plus structuré, digitalisé et résilient. Face aux contraintes externes, les choix opérés — priorisation des missions critiques, optimisation du parc motorisé, renforcement des capacités et transition énergétique — traduisent une évolution vers une gestion plus efficiente et durable.

À moyen terme, la consolidation de ces acquis, combinée à un renforcement des investissements dans les infrastructures et les systèmes logistiques, sera déterminante pour soutenir l'ensemble des opérations du TNS.

PROJET BRIDGE TNS

Structuration de la filière cacao : des fondations solides pour un développement durable Introduction

Entre 2025, le projet BRIDGE-TNS a conduit une série d'interventions structurantes dans les zones périphériques du Parc National de Lobéké, avec pour ambition de construire une filière cacao à la fois économiquement viable, socialement inclusive et respectueuse des écosystèmes forestiers.

Un appui coopératif ancré dans les territoires

Cinq coopératives — implantées à Nguilili, Yenga Centre, Mbateka, Dioula et Salapoumbé — ont bénéficié d'un accompagnement structuré couvrant l'organisation interne, le renforcement des capacités et l'intégration dans des circuits économiques formels. Parmi les avancées les plus emblématiques de cette période figure la création, à Dioula, de la première coopérative exclusivement féminine du paysage TNS. Réunissant 25 membres fondatrices, cette structure

constitue une étape décisive dans la prise en compte de la dimension genre au sein des dynamiques économiques locales : les femmes y sont reconnues non plus comme bénéficiaires passives, mais comme actrices à part entière du développement territorial.

Un accès élargi aux services financiers

Le projet a accompagné l'ouverture de 94 comptes d'épargne et de 2 comptes courants au profit des coopératives, marquant pour beaucoup d'entre elles une première entrée dans le circuit bancaire formel. L'installation de services de microfinance Express Union sur le site PACE-BCO — rendue possible par des aménagements en électricité et en connectivité internet — a par ailleurs renforcé l'ancrage économique du dispositif dans ces zones enclavées, en offrant aux producteurs un accès de

proximité à des services financiers jusqu'alors inaccessibles.

Renforcement des compétences et formalisation des partenariats

Sur le plan du renforcement des capacités, un atelier organisé au Collège Régional d'Agriculture d'Ebolowa a permis d'approfondir les connaissances des acteurs de la filière en matière de production durable, de transformation et de commercialisation du cacao. Ces échanges ont débouché sur la signature d'un accord tripartite entre le Collège, le Parc National de Lobéké et le projet BRIDGE-TNS, donnant une assise formelle à des collaborations qui opéraient jusqu'alors de manière informelle.

Une chaîne de valeur organisée autour de la durabilité

La cartographie des exploitations de 134 cacaoculteurs, la mise en place de services de production

134

cartographiés

01

accord signé
avec une
microfinance

05

coopératives
Créée

avec l'appui de l'ONG AAFEBEN, et l'instauration d'un cadre formel de collaboration entre les acteurs de la chaîne de valeur constituent autant d'avancées qui consolident les bases d'une filière organisée et traçable. L'ensemble de ces actions s'inscrit dans une logique de prévention de la déforestation et de protection des aires protégées, affirmant la conviction centrale du projet : la prospérité des communautés et la préservation de la forêt ne sont pas des objectifs antagonistes, mais les deux piliers d'un même modèle de développement.





PROJET CAPRO TNS EN 2025

Projet CAPRO-TNS : Cacao, science et conservation au cœur du Bassin du Congo

En 2025, le projet CAPRO-TNS a marqué une étape importante dans la compréhension des liens entre cacaoculture et conservation des forêts du Tri-National de la Sangha (TNS). Déployé simultanément au Cameroun, en République du Congo et en République centrafricaine, il s'impose comme l'une des initiatives scientifiques les plus structurées sur les dynamiques agricoles aux abords des aires protégées du Bassin du Congo.

Dans ce paysage forestier de près de 44 000 km² classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, biodiversité exceptionnelle, communautés rurales et pressions croissantes sur les ressources naturelles se côtoient. L'objectif du projet est clair : produire des données fiables pour mieux comprendre comment la filière cacao influence les forêts, les populations locales et les conflits

homme-faune, afin d'identifier des modèles de production plus durables.

Une méthodologie harmonisée entre trois pays

L'année a débuté par un atelier méthodologique au siège de la FTNS à Yaoundé en janvier 2025, réunissant chercheurs, cartographes et partenaires techniques. L'objectif était de finaliser les protocoles de recherche, d'harmoniser les outils de collecte et d'assurer la comparabilité des données entre les trois pays. Une mission préparatoire à Ngoumou a ensuite permis de tester les outils numériques, notamment l'application KoboCollect, et de former les équipes aux entretiens semi-directifs, focus groups et inventaires botaniques en milieu cacaoyer.

Entre janvier et mai 2025, les équipes ont mené des missions

de terrain dans les trois segments du TNS — autour du Parc National de Lobéké au Cameroun, du Parc National Nouabalé-Ndoki au Congo et des Aires Protégées de Dzanga-Sangha en République centrafricaine. Au total, 641 questionnaires, 253 entretiens individuels et 36 groupes de discussion ont été conduits dans 23 villages. Ces données constituent l'une des bases de connaissances les plus importantes jamais produites sur les interactions entre cacaoculture et conservation dans ce paysage.

Un volet écologique et cartographique ambitieux

Au-delà des dimensions socio-économiques, le projet a intégré une composante spatiale et écologique solide. Des images satellites Landsat et Sentinel ont permis d'analyser l'évolution de l'occupation du sol entre 2015

A large, high-resolution background image showing a close-up of a wooden bowl filled with numerous cacao beans. The beans are dark brown and have a characteristic oval shape with a textured surface. The lighting is soft, highlighting the natural sheen of the beans. The bowl is made of light-colored wood, and the background is slightly blurred, focusing attention on the beans.

01

Postdoctorant
impliqué

06

étudiants
impliqués

03

pays/aires
protégées
transfrontalières

23

villages
enquêtés

641

Questionnaires
administrés

253

Entretiens
individuels

253

Groupes de
discussion

12

Placettes
forestières
et cacaoyères

et 2025, tandis que des placettes forestières ont servi à mesurer la biomasse, la biodiversité et les stocks de carbone. Des cartographies participatives ont également été réalisées avec les communautés locales pour identifier les zones d'extension des plantations et les couloirs de circulation de la faune. Cette approche a permis de croiser données scientifiques et savoirs locaux, renforçant la pertinence des analyses.

Des réalités contrastées selon les segments

Les résultats varient sensiblement d'un pays à l'autre. En République centrafricaine, la filière cacao apparaît encore fragile : manque d'encadrement technique, faible structuration et fortes pressions liées aux conflits homme-faune. De nombreux producteurs signalent des destructions répétées de cultures par les éléphants et buffles, avec peu de mécanismes efficaces de mitigation, révélant une vulnérabilité structurelle des ménages agricoles.

Au Congo, les recherches autour du Parc Nouabalé-Ndoki confirment que la faible productivité, l'accès limité aux financements et l'insuffisance de formation technique freinent le développement d'une cacaoculture durable. Des initiatives locales prometteuses ont cependant vu le jour, comme les clôtures électriques du projet Elanga, qui ont démontré leur efficacité pour réduire les dégâts causés par les éléphants et restaurer la confiance des communautés.

Des résultats comme outils d'aide à la décision

L'analyse préliminaire des données, engagée à partir d'avril 2025, confirme plusieurs tendances structurantes communes aux trois segments : faible productivité des cacaoyères, maîtrise insuffisante des itinéraires techniques, inégalités persistantes dans l'accès des femmes aux ressources productives, et risques d'expansion agricole non contrôlée vers les zones forestières. Ces constats ne sont pas perçus comme un bilan d'échec, mais comme des outils concrets d'aide à la décision pour orienter les futurs investissements de la FTNS et de ses partenaires.

Pour consolider ces analyses, une mission complémentaire a été conduite au Cameroun entre mai et juin 2025, permettant de collecter des données supplémentaires auprès de 160 producteurs, de renforcer la cartographie participative et d'affiner la classification des occupations du sol par relevés GPS.

Une référence scientifique en construction

En combinant sciences sociales, écologie, télédétection et participation communautaire, le projet CAPRO-TNS construit une base de connaissances robuste et transfrontalière. Il s'affirme désormais comme une référence scientifique émergente sur la cacaoculture en milieu forestier tropical, au service d'un objectif fondamental : concilier développement rural, durabilité agricole et préservation des écosystèmes forestiers du Tri-National de la Sangha.

**Vous aussi, vous pouvez
contribuer à notre mission**

#SupportTNS

©Thomas Breuer

OBJECTIF 100 MILLIONS € POUR SAUVEGARDER LE TNS!

Forte de plus de **18 ans d'expérience (2007-2025)**, la FTNS fournit un appui financier annuel d'environ **€ 4 millions aux parcs** (qui proviennent des fonds de dotation et d'amortissement.). Cependant, cela ne représente que le tiers des budgets des trois parcs qui font face à plusieurs menaces croissantes (le braconnage, la pression démographique graduelle, etc.).

C'est pour cette raison que la FTNS a pour objectif d'accroître son capital d'investissement de **60 à 100 millions €**. Ceci devrait lui permettre de générer des revenus annuels pouvant couvrir l'essentiel des besoins de fonctionnement des parcs du Tri-national de la Sangha (TNS).

Contribuer au capital TNS, c'est contribuer à préserver durablement le TNS, l'une des écorégions prioritaires du Bassin du Congo, le deuxième plus grand poumon vert du monde.



SANGHA TRI-NATIONAL TRUST FUND

Boîte postale : 35372, Yaoundé, Cameroun

Téléphone : + (237) 698 30 45 33

Numéro d'enregistrement de l'association caritative : 1123276

Numéro d'immatriculation de l'entreprise : 6193079

Email : secretariatftns@fondationtns.org

Site web : www.fondationtns.org



Fondation pour
le Tri-national
de la Sangha - FTNS



Fondation pour
le Tri-national
de la Sangha - FTNS



Fondation pour
le Tri-national
de la Sangha